

G0226
55592



NATIONS UNIES

CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL



Distr. : LIMITEE

**ECA/FSSDD/CSD/L
29 novembre 2001**

**FRANCAIS
Original : ANGLAIS**

COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE

PROJET DE RAPPORT

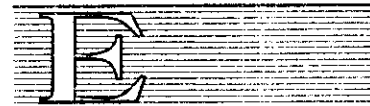
Deuxième réunion du Comité du développement durable

**Addis-Abeba, Ethiopie
26 - 29 novembre 2001**



NATIONS UNIES

CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL



Distr. : LIMITEE

**ECA/FSSDD/CSD/L
29 novembre 2001**

**FRANCAIS
Original : ANGLAIS**

COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE

PROJET DE RAPPORT

Deuxième réunion du Comité du développement durable

**Addis-Abeba, Ethiopie
26 - 29 novembre 2001**

A. PARTICIPATION ET ORGANISATION DES TRAVAUX

1. La deuxième réunion du Comité du développement durable (CDD) s'est tenue du 26 au 29 novembre 2001 au centre de conférences des Nations Unies à Addis-Abeba (Ethiopie). Au nom de M. K. Y. Amoako, Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Afrique (CEA), le Directeur de la Division de la sécurité alimentaire et du développement durable, M. Josué Dioné, a prononcé une allocution de bienvenue. S.E. M. Mekonnen Manyazewal, Ministre d'Etat aux finances et au développement économique de la République fédérale démocratique d'Ethiopie a prononcé un discours liminaire.

2. Ont participé à la réunion des représentants des Etats membres suivants : Afrique du Sud, Algérie, Angola, Botswana, Burkina Faso, Cameroun, Congo, Côte d'Ivoire, Egypte, Ethiopie, Gabon, Ghana, Guinée, Guinée équatoriale, Jamahiriya arabe libyenne, Kenya, Lesotho, Madagascar, Malawi, Mali, Maroc, Maurice, Mozambique, Namibie, Niger, Nigéria, Ouganda, République démocratique du Congo, République unie de Tanzanie, Rwanda, Sénégal, Sierra Leone, Soudan, Tchad, Tunisie, Zambie et Zimbabwe.

3. Les organes et institutions spécialisées des Nations Unies indiqués ci-après étaient représentés : Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) et Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR).

4. L'Organisation de l'unité africaine (OUA) était représentée.

5. L'Institut international de recherche sur l'élevage (ILRI), l'Organisation internationale de la francophonie (OIF) et l'Ambassade d'Italie étaient représentés par des observateurs.

6. Les centres de développement sous-régional (CDSR) de la CEA suivants étaient représentés : le CDSR pour l'Afrique du Nord basé à Tanger (Maroc), le CDSR pour l'Afrique australe basé à Lusaka (Zambie), le CDSR pour l'Afrique de l'Ouest basé à Niamey (Niger), le CDSR pour l'Afrique de l'Est basé à Kigali (Rwanda) et le CDSR pour l'Afrique centrale, basé à Yaoundé (Cameroun).

7. Le Comité a élu le Bureau suivant :

Président :	Zambie (Afrique australe)
Premier Vice-Président :	Tchad (Afrique centrale)
Deuxième Vice-Président :	Burkina Faso (Afrique de l'Ouest)
Troisième Vice-Président :	Tunisie (Afrique du Nord)
Rapporteur :	Ouganda (Afrique de l'Est)

B. ORDRE DU JOUR

8. Le Comité a adopté l'ordre du jour ci-après :

1. Ouverture de la réunion :
 - Discours liminaire du Président sortant du Comité du développement durable ;
 - Allocution de bienvenue du Secrétaire exécutif de la CEA ;
 - Discours d'ouverture d'un représentant du gouvernement ;
2. Organisation des travaux :
 - Election du Bureau ;
 - Adoption de l'ordre du jour et du programme de travail ;
3. Première séance : Examen et évaluation de la mise en œuvre des programmes d'action issus des conférences internationales et régionales et d'autres rapports de fond :
 - Conférence internationale sur la population et le développement et Déclaration de Dakar/Ngor ;
 - Deuxième Conférence des Nations Unies sur les établissements humains (Habitat II) ;
 - Sommet mondial sur l'alimentation ;
 - Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement (Action 21) ;
 - Science et technologie pour la sécurité alimentaire et le développement durable.
4. Deuxième séance : Conférence-débat sur l'intensification agricole : nourrir les populations africaines et préserver les ressources foncières de l'Afrique pour le nouveau millénaire
 - Présentation du rapport principal ;
 - Exposés sur les implications de l'intensification agricole dans le domaine de la population, de l'environnement et de la technologie ainsi que dans d'autres domaines pertinents.
5. Troisième séance : Rapports d'activités
 - Rapports sur les activités de la Division de la sécurité alimentaire et du développement durable pour la période 2000-2001 ;
 - Présentation du programme de travail approuvé pour la période biennale 2002-2003 ;
 - Débat général.
6. Adoption du rapport
7. Clôture de la réunion

Il a été décidé que les travaux prendraient fin chaque jour vers 17h30 pour permettre aux participants qui jeûnent de respecter le Ramadan

C. COMPTE RENDU DES TRAVAUX

Allocutions d'ouverture

9. Au nom du Bureau sortant, M. J.S. Mkwizu de la République-Unie de Tanzanie, Président du Comité du développement durable, a souhaité aux participants la bienvenue à Addis-Abeba et à la deuxième réunion du Comité. Il a rappelé que le Comité avait été créé en 1996 par la Conférence des ministres africains responsables du développement économique et social, pour servir d'organe technique et législatif d'experts chargés de conseiller la CEA et de lui faire des recommandations dans les domaines interdépendants de la sécurité alimentaire, de la population et de l'environnement.

10. Le Président a noté que, contrairement au thème de la réunion en cours, qui était ciblé et spécifique, celui de la première réunion du CDD « Assurer la sécurité alimentaire et le développement durable en Afrique : interdépendances entre population, agriculture et environnement » avait été défini largement à dessein, afin d'encourager le Comité à conseiller la Commission sur la façon de traiter ces questions interdépendantes. En conséquence, sous la direction du Bureau sortant, la première réunion du Comité a pu traiter un grand nombre de problèmes portant sur la sécurité alimentaire, la population et l'environnement et faire des recommandations pertinentes à la CEA. Ces recommandations ont permis à la Division de la sécurité alimentaire et du développement durable de la Commission de réaliser des progrès dans la conceptualisation des liens d'interdépendance et de sensibiliser les Etats membres à l'importance des corrélations entre population, agriculture, environnement et développement.

11. Dans son discours d'ouverture, M. K. Y. Amoako, Secrétaire exécutif de la CEA, représenté par M. Josué Dioné, Directeur de la Division de la sécurité alimentaire et du développement durable, a souhaité aux participants la bienvenue à la Deuxième réunion du Comité. Il a remercié le Ministre d'Etat aux finances et au développement économique de la République fédérale démocratique d'Ethiopie, M. Mekonnen Manyazewale, d'avoir accepté d'ouvrir la réunion. La présence du Ministre apportait une preuve concrète de l'importance que le Gouvernement éthiopien attachait aux problèmes de sécurité alimentaire, de lutte contre la pauvreté et de développement durable. Le Secrétaire exécutif a également remercié le Bureau de la première réunion du Comité du développement durable d'avoir orienté les activités de la Commission dans les domaines de la sécurité alimentaire et du développement durable au cours des deux dernières années.

12. Le Secrétaire exécutif a également porté à la connaissance du Comité le thème de sa deuxième réunion, à savoir : « Intensification de l'agriculture: nourrir les populations africaines et préserver les ressources foncières de l'Afrique pour le nouveau millénaire ». Ce thème avait été choisi parce que les pays africains se trouvaient empêtrés dans un cycle vicieux de misère, de faim, de malnutrition et de sous-développement extrêmes et généralisés. Les populations affamées ne pouvaient profiter des possibilités de développement. En outre, la faim et la pauvreté généralisées constituaient des sources potentielles de conflits de même qu'une menace pour la sécurité nationale et régionale.

13. Le Secrétaire exécutif a fait observer que, dans le cadre du Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD), les responsables politiques africains avaient réaffirmé leur détermination politique et pris l'engagement de s'approprier le processus de développement du continent. Mieux, les dirigeants africains s'étaient engagés à éradiquer la faim et la pauvreté.

14. Le Secrétaire exécutif a également fait remarquer qu'une volonté politique avait certes été exprimée à maintes reprises au niveau de la Conférence des chefs d'Etat et de gouvernement, mais qu'elle n'avait toujours pas été durablement traduite dans les faits et qu'il était temps de rechercher d'autres approches propres à assurer un développement endogène et auto-soutenu.

15. Les participants à la réunion ont été informés que dès la deuxième réunion du Comité du développement durable, une plus grande attention serait accordée à l'élaboration et à la diffusion d'outils d'analyse et d'une base de données en vue de promouvoir la capacité de prise de décision des Etats membres et du secteur privé. De même, le renforcement des capacités en matière de négociations commerciales agricoles bénéficierait d'une attention particulière. Le Comité a en outre été informé qu'un rapport détaillé sur les activités de la Commission au cours de la période 2000-2001 ainsi que le programme de travail prévu pour 2002-2003 seraient présentés, en détail avant la fin de la réunion, pour permettre au Comité de définir les orientations susceptibles d'aider la CEA à mieux servir l'Afrique, dans les domaines de la sécurité alimentaire et du développement durable.

16. Le Secrétaire exécutif a souligné que la CEA étant chargée d'élaborer les sections du Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD) concernant la gouvernance économique et la gestion des entreprises), le Comité était invité à fournir une contribution utile pour améliorer le processus de gestion dans le secteur de la sécurité alimentaire et jeter ainsi une base solide pour le financement du développement agricole en renforçant l'auto-suffisance au niveau des ménages et aux niveaux national et régional. Les participants étaient invités à identifier les problèmes majeurs et à faire des propositions concrètes sur les mesures à prendre, en vue de réaliser l'intensification agricole durable en Afrique.

17. Enfin, le Comité a été informé que le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies avait engagé l'ONU à soutenir le Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique et lancé un appel en vue de la solidarité internationale en faveur des intérêts et du leadership de l'Afrique. La CEA coordonnerait la contribution de l'ONU au NEPAD et aiderait les Etats membres à faire en sorte que les interventions de la Communauté internationale visant à soutenir la sécurité alimentaire soient bien coordonnées et intégrées. En sa qualité propre, la CEA ferait des propositions concrètes visant à satisfaire les besoins à long terme de sécurité alimentaire du continent, ce dernier dirigeant et maîtrisant le processus.

18. Dans son discours liminaire, le Ministre d'Etat aux finances et au développement économique de l'Ethiopie, M. Mekonnen Manyazewal, a souligné que le thème de la réunion, à savoir l'intensification agricole, offrait l'occasion aux spécialistes de contribuer à la résolution des problèmes urgents de sécurité alimentaire et de réduction de la pauvreté. Il a cependant soutenu que pour faire face au problème de l'alimentation en Afrique, il fallait que l'intensification soit, en premier lieu, orientée vers l'amélioration de la productivité des petits paysans, par le biais d'un renforcement des systèmes de mise en place des techniques agricoles. Il fallait pour cela établir des liens solides entre la recherche et la vulgarisation agricoles. Le Ministre a en outre recommandé de tenir compte d'un élément fondamental dans les actions d'intensification agricole, à savoir l'eau.

19. Il a ensuite informé les participants qu'au cours des années passées, le gouvernement éthiopien avait mis en place une politique de développement, des stratégies et des programmes touchant les secteurs principaux en vue d'accélérer le développement socio-économique, de le rendre plus équitable et d'éradiquer la pauvreté à long terme. Ces programmes et ces stratégies concernent : i) la stratégie d'industrialisation tirée par le développement agricole qui met l'accent sur l'amélioration de la productivité des petits agriculteurs ; ii) plusieurs programmes de réforme

économique visant à assurer la transition d'une économie administrée à une économie de marché et à rétablir et conserver la stabilité macroéconomique ; iii) le processus de démocratisation, de dévolution et d'émancipation en vue de créer, au bénéfice du peuple éthiopien, un environnement participatif propice et efficace ; iv) des programmes de développement dans les secteurs de l'éducation et de la santé ; v) un programme de développement du réseau routier ; et vi) un programme de développement du secteur de l'eau.

20. Le Ministre a conclu en soulignant que pour assurer la viabilité de l'intensification agricole, il ne suffisait pas de mettre l'accent sur le secteur agricole seulement. Il a appelé les participants à accorder autant d'importance aux mesures complémentaires et aux mesures d'appui, notamment en ce qui concerne le développement humain et physique, la stabilité macroéconomique, l'émancipation des populations et l'obligation pour les gouvernements de rendre compte de leurs actions.

Première séance plénière

21. La première séance plénière a été axée sur l'examen et l'évaluation de la mise en œuvre des plans programme d'actions issus des conférences internationales et régionales et d'autres rapports de fond. Les cinq rapports suivants ont été présentés au Comité :

- i) Politique de développement durable en Afrique : harmonisation de la croissance démographique avec la croissance économique dans le cadre de la mise en œuvre du Programme d'action de la Conférence internationale sur la population et le développement (ECA/FSSDD/CSD/01/6)
- ii) Examen de la mise en œuvre du programme pour l'habitat en Afrique (ECA/UNCHS/IST.+5/00/1)
- iii) Examen et évaluation de la mise en œuvre des décisions du Sommet mondial sur l'alimentation dans le contexte africain : solution à l'insécurité alimentaire structurelle en Afrique (ECA/FSSDD/CSD/01/3)
- iv) Examen et évaluation de la mise en œuvre d'Action 21 en Afrique (ECA/FSSDD/CSD/01/2)
- v) Science et technologie pour la sécurité alimentaire et le développement durable : gestion technologique de la technologie dans les nouveaux pays industriels (ECA/FSSDD/CSD/01/5)

Conférence internationale sur la population et le développement et Déclaration de Dakar/Ngor (DND)

22. Le Comité était saisi d'un document portant la référence ECA/FSSDD/CSD/01/6 et intitulé «Politique de développement durable en Afrique : harmonisation de la croissance de la population avec la croissance économique dans le cadre de la mise en œuvre du programme d'action de la Conférence internationale sur la population et le développement ».

23. Action 21, la Déclaration de Dakar/Ngor (DND) et le Programme d'action de la Conférence internationale sur la population et le développement reconnaissent tous la corrélation qui existe entre population, croissance soutenue et développement durable. Si l'on voulait lier population et

durabilité, il fallait axer le développement sur le bien-être des populations en tant qu'agents et bénéficiaires du processus de développement. Le ralentissement de la croissance démographique et la mise en valeur des ressources humaines devraient alors être considérés comme les deux composantes majeures de toutes les stratégies de développement durable en Afrique.

24. Les pays africains avaient adopté, en 1992, la Déclaration de Dakar-Ngor qui constituait leur contribution à la Conférence internationale sur la population et le développement (le Caire, 1994). Des activités variées avaient été entreprises aux niveaux national, régional et international dans le cadre de l'examen et de l'évaluation à mi-parcours de la mise en œuvre du Programme d'action de la Conférence internationale sur la population et le développement. Le rapport élaboré par l'Afrique pour la CIPD+5 portait sur les expériences, les réalisations, les problèmes rencontrés et les succès enregistrés dans les grands domaines des programmes majeurs suivants : i) les mécanismes institutionnels de coordination, de mise en œuvre, de suivi et d'évaluation du programme relatif à la population ; ii) la santé en matière de procréation y compris la planification familiale et la santé sexuelle, les droits en matière de procréation et le VIH/SIDA ; iii) l'égalité des sexes, l'équité, l'émancipation des femmes et la participation des hommes ; iv) les activités de sensibilisation et les stratégies d'information, d'éducation et de communication ; v) l'établissement de partenariats avec les ONG, la société civile et le secteur privé.

25. Le Comité a aussi été informé qu'au niveau mondial, la session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies sur la CIPD+5 avait été convoquée en 1999. Les conclusions de l'évaluation à mi-parcours montraient que la mise en œuvre du Programme d'action de la CIPD avait eu des résultats positifs. De nombreux pays avaient pris des mesures afin d'intégrer les questions de population dans leur stratégie de développement. En outre, maintes organisations de la société civile avaient contribué à la mise en œuvre des recommandations de la CIPD. Cependant, les principaux résultats du processus d'examen concernaient, notamment: les difficultés financières; le manque d'accès des jeunes à une information et des services appropriés; le faible engagement politique en faveur des droits des adolescents et de la santé en matière de reproduction; l'aggravation de la propagation du VIH/SIDA; la persistance des avortements dangereux.

26. Le Comité a été informé que le Groupe de travail sur le suivi de la mise en œuvre de la Déclaration de Dakar-Ngor et du Programme d'action de Conférence internationale sur la population et le développement avait tenu sa deuxième réunion en juin 2000 et identifié cinq domaines d'intervention sur lesquels le processus décennal d'examen et d'évaluation (CIPD+10) devait porter en Afrique: pauvreté et évolution démographique; VIH/SIDA; jeunesse; migration et problématique hommes-femmes. Le Comité a également été informé qu'à sa 34ème session, en avril 2000, la Commission de la population et du développement avait pris la décision de tenir la réunion d'examen de la CIPD+10 en 2004. Mais la Commission n'étant pas parvenue à un consensus sur le financement du processus de la CIPD+10, il avait été décidé de poursuivre les négociations sur la question.

27. Le Comité a été invité à proposer des orientations et des directives en vue de l'organisation de la CIPD+10 en Afrique. Son avis a été également sollicité sur les thèmes à retenir et les mécanismes à prévoir pour l'évaluation de la mise en œuvre des recommandations de la CIPD et de la CIPD+5. Le Comité a en outre été prié de conseiller le secrétariat sur le programme de travail de la réunion de suivi de la mise en œuvre de la Déclaration de Dakar-Ngor et du Programme d'action de la CIPD prévue en janvier 2002 à Yaoundé (Cameroun).

Le Comité a fait les observations suivantes:

- Le secrétariat devrait clarifier les buts et les objectifs spécifiques du processus d'examen et d'évaluation ; en particulier, il y a lieu de préciser si l'évaluation doit porter sur les progrès accomplis dans la mise en oeuvre du Programme d'action de la CIPD ou sur les mécanismes mis en place pour en assurer le suivi ;
- Il faudrait étudier en détail des pays comme Maurice, le Botswana et la Tunisie, qui auraient accompli des progrès très importants dans la mise en oeuvre des recommandations de la CIPD et évaluer leurs meilleures pratiques pour formuler, le cas échéant, une stratégie permettant de les reproduire dans d'autres pays africains ;
- L'éducation devrait être l'un des principaux thèmes d'examen de la CIPD+10 en Afrique car elle a une incidence décisive sur les questions de population et sur la pauvreté ;
- La question du VIH/SIDA en Afrique devrait être mieux formulée dans le cadre de la CIPD+10. De plus, le fait que la transition démographique soit déjà en cours dans certains pays devrait être pris en compte.

28. Le secrétariat a répondu que le Programme d'action de la CIPD comportait plusieurs objectifs et repères, mais qu'il revenait à chaque pays de les interpréter en fonction des spécificités et des caractéristiques culturelles de sa population. Chaque pays doit définir ses objectifs spécifiques dans le cadre du Programme d'action. Le processus d'évaluation des progrès accomplis dans la mise en oeuvre des recommandations de la CIPD a consisté à examiner les résultats obtenus par les pays africains dans l'application du Programme d'action et dans la poursuite de leurs objectifs spécifiques.

29. Le secrétariat a ajouté que l'un des principaux objectifs des examens périodiques effectués était d'identifier les meilleures pratiques dans la région, afin de les reproduire dans d'autres pays et, partant, de contribuer à la mise en oeuvre des recommandations de la CIPD et de la CIPD+5 en Afrique.

Examen de la mise en oeuvre du Programme pour l'habitat en Afrique

30. Le Comité a pris note de la présentation sur l'examen de la mise en oeuvre du Programme pour l'habitat en Afrique (Document ECA/UNCHS/IST.+5/00/1). Ce rapport avait été préparé conjointement par le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) et la CEA, dans le cadre de l'examen à mi-parcours du Programme pour l'habitat (Istanbul+5). Le rapport montrait les domaines où des pays africains avaient accompli des progrès, là où il y avait eu des insuffisances, ainsi que les difficultés rencontrées dans la mise en oeuvre du Programme. Il mettait en évidence de nouvelles tendances tantôt alarmantes tantôt positives, l'état des villes africaines et la situation du logement en Afrique. Le rapport examinait également les perspectives et les conséquences du point de vue de l'action.

31. Le Comité a appris que la Réunion régionale africaine préparatoire à Istanbul+5 avait adopté "La Déclaration d'Addis-Abeba sur les établissements humains au nouveau millénaire", qui porte sur le logement, le développement social et la pauvreté, la gestion de l'environnement, le développement économique, la gouvernance, la coopération internationale et le cadre institutionnel.

32. Au cours du débat, il a été question, notamment, des besoins de financement du développement urbain, de l'incohérence entre les données de différentes sources, du manque de moyens ou de volonté politique s'agissant de l'application de la législation urbaine ainsi que de la nécessité d'un système de gouvernance participatif en matière de développement urbain.

33. Le Comité a proposé que le Botswana, qui avait été cité comme un exemple de réussite d'urbanisation et de gestion de la population, soit étudié de manière approfondie et présenté comme une étude de cas pour les autres pays africains. Il a été demandé à nouveau qu'un mécanisme participatif soit mis en place pour l'élaboration d'une stratégie de développement urbain réaliste. Un tel mécanisme permettrait de mobiliser des ressources importantes qui existaient en Afrique et inciterait les pays à être moins tributaires de l'aide étrangère.

Examen de la mise en oeuvre du Programme d'action du Sommet mondial de l'alimentation

34. Le document intitulé « Examen et évaluation de la mise en oeuvre des décisions du Sommet mondial de l'alimentation dans le contexte africain: solutions à l'insécurité alimentaire structurelle en Afrique » (ECA/FSSDD/CSD/01/6) a été présenté au Comité. Il montre à quel point les pays africains sont parvenus à l'objectif du Sommet mondial sur l'alimentation, qui consiste à réduire de moitié, d'ici à l'an 2015, le nombre des personnes qui souffrent de la faim. A ce propos, il a été noté qu'en dépit de l'engagement pris au plus haut niveau lors du Sommet, cinq ans plus tard, il n'y a guère eu de diminution significative du nombre de personnes qui souffrent de la faim dans le monde. Le rapport souligne que si des efforts plus résolus ne sont pas déployés pour accélérer la réalisation de cet objectif, celui-ci ne sera pas atteint avant 2030. Il faudrait réduire le nombre d'affamés de 20 % au moins par an, jusqu'en 2015, pour réaliser l'objectif du Sommet.

35. Dans les années 90, le nombre des personnes qui souffraient de la faim avait diminué au rythme nettement insuffisant de six millions de personnes par an. En ce qui concerne l'Afrique, la sécurité alimentaire du continent est particulièrement inquiétante, comme en témoigne l'ampleur de la famine qui est beaucoup plus sévère en Afrique subsaharienne que dans toute autre région en développement. Dans 19 des 46 pays africains évalués, le déficit alimentaire moyen est de plus de 300 kilocalories par personne et par jour.

36. Structurellement, la faiblesse des performances économiques agricoles de l'Afrique s'explique par le fait que l'environnement ne permet pas de tirer le meilleur parti des connaissances scientifiques et qu'il manque une main-d'œuvre en bonne santé et qualifiée en agronomie. Il apparaît que dans la plupart des pays africains, cette main d'œuvre est disponible dans les zones urbaines et périurbaines mais pas dans les zones rurales qui en ont grand besoin pour régler de façon novatrice leurs problèmes de développement agricole. Le rapport propose donc, tout en renforçant les actions d'appui au développement de l'agriculture rurale, de couvrir les zones (périurbaines) qui abritent ce type de main d'œuvre (migrants ruraux qualifiés) et d'élargir les interventions à l'agriculture périurbaine de sorte que celle-ci soit partie intégrante de la stratégie globale de réalisation, en Afrique, d'une croissance économique diversifiée et d'une sécurité alimentaire à long terme.

37. Pour atteindre cet objectif, le rapport recommandait l'élaboration d'un Programme de sécurité alimentaire à long terme pour l'Afrique qui donnerait aux gouvernements un meilleur contrôle du processus de développement et élargirait la contribution des partenaires agissant dans le domaine de la recherche et du développement à la réalisation des objectifs prioritaires définis sur un double plan, national et régional. L'objectif serait d'utiliser de façon plus large et plus efficace les maigres ressources disponibles et de réaliser une croissance économique diversifiée et un

développement durable. Ce Programme serait mis en œuvre sur la base d'Accords de partenariat pour la sécurité alimentaire entre l'Afrique et des partenaires de premier plan tels que l'Organisation des Nations Unies, les Etats-Unis d'Amérique et l'Union européenne sous l'égide de l'Union africaine.

38. Deux instruments viendraient appuyer le Programme : i) Un Fonds pour la sécurité alimentaire en Afrique dont le rôle serait de stimuler l'investissement privé pour appuyer la sécurité alimentaire à long terme et l'agriculture périurbaine ; ii) Un Mécanisme technique pour la sécurité alimentaire à long terme en Afrique qui serait chargé de promouvoir des interventions, des politiques et des mesures à une large échelle visant à réaliser une croissance économique diversifiée, à réduire la pauvreté et l'insécurité alimentaire et accroître l'équité.

39. Au cours de la discussion, le Comité a reconnu la médiocrité des performances de l'agriculture africaine au cours des 20 dernières années et mis en relief la nécessité d'élaborer de nouvelles approches en vue de sortir du cercle vicieux de la pauvreté, de l'insécurité alimentaire et de la dégradation de l'environnement. Il a insisté sur la nécessité pour les responsables africains de faire preuve d'une plus grande volonté politique ainsi que de renforcer leur engagement et leur appui au secteur agricole. Le Comité a en outre noté qu'il fallait renverser la baisse tendancielle de l'aide publique et extérieure au développement de l'agriculture et promouvoir l'investissement privé dans le secteur. Il a aussi souligné que les secteurs de l'élevage et de la pêche, qui contribuaient de façon importante à la sécurité alimentaire de nombreux pays africains ne bénéficiaient pas d'une attention suffisante. Il a donc proposé de tenir compte de ces secteurs à l'occasion de l'analyse de la situation de la sécurité alimentaire, mais aussi de l'élaboration des stratégies de développement.

40. En ce qui concerne l'agriculture périurbaine, le Comité a noté que si celle-ci jouait un rôle important pour assurer la sécurité alimentaire dans les pays africains, il fallait l'aborder avec prudence. Il a estimé qu'une telle stratégie ne concordait pas avec la stratégie en faveur des pauvres adoptée par diverses conférences internationales dans le but d'éradiquer la pauvreté. Les participants ont noté que l'échec des programmes de développement agricole et rural passés ne devait pas justifier une plus grande marginalisation des pauvres vivant en milieu rural. Le Comité a donc approuvé la proposition tendant à ce que les pays africains tirent des leçons du passé (autant en ce qui concernait les succès que les échecs) et préparent de vastes stratégies novatrices destinées à faire face aux problèmes de la pauvreté et de l'insécurité alimentaire.

41. En conclusion, le Comité a reconnu qu'il fallait considérer l'agriculture périurbaine comme un élément à part entière d'une stratégie globale de sécurité alimentaire qui mettrait davantage l'accent sur le développement agricole et rural. Le Comité a souligné que l'approche visant à mettre l'accent sur l'agriculture périurbaine en vue de faire face à l'insécurité alimentaire structurelle sévissant en Afrique, n'était pas très indiquée du fait que la majorité des pauvres vivaient dans les régions rurales et que ces régions abritaient la majorité de la population. Le Comité a recommandé de réfléchir davantage au rôle de l'agriculture périurbaine en tenant compte des recommandations de la FAO à ce sujet.

Examen et évaluation de la mise en œuvre d'Action 21 en Afrique

42. Le Comité a entendu une présentation sur les progrès accomplis dans la mise en œuvre d'Action 21 en Afrique. Pour faciliter l'examen, il était également saisi du document ECA/FSSDD/CSD/01/2 intitulé «Examen et évaluation de la mise en œuvre d'Action 21 en Afrique».

43. Le Comité a noté que l'examen décennal des progrès accomplis dans la mise en œuvre d'Action 21 serait un point particulièrement important du Sommet mondial sur le développement durable (SMDD) qui se tiendrait en 2002 à Johannesburg (Afrique du Sud). Il a aussi noté qu'en dépit des problèmes qui continuaient de se poser sur le continent, les pays africains avaient fait des progrès dans les domaines du développement institutionnel, de l'établissement de consensus et du processus participatif. Dix ans après la Conférence de Rio, l'Afrique était toujours confrontée à de nombreux problèmes dans le domaine de l'environnement ainsi qu'à une pauvreté persistante qui contribuait à accélérer la dégradation des ressources naturelles. Les économies africaines étaient en recul et les flux de capitaux étrangers privés destinés à l'Afrique étaient toujours aussi maigres, contrairement à ce que l'on observait dans d'autres régions en développement. Le fardeau de la dette demeurait très lourd dans de nombreux pays africains, ce qui pesait sur leur capacité à mettre en œuvre des stratégies de développement durable.

44. La mondialisation représentait des difficultés nouvelles et considérables pour l'Afrique et la libéralisation du commerce avait, dans une large mesure, précipité la dégradation de l'environnement. La population africaine continuait de croître, ce qui faisait augmenter la demande de services de base. L'approvisionnement en eau potable et l'assainissement étaient cependant mieux assurés que par le passé même si beaucoup restait à faire dans ce domaine. L'espérance de vie avait un peu augmenté malgré une érosion importante due à la pandémie de VIH/SIDA.

45. L'Afrique manquait toujours de la technologie et des ressources financières nécessaires à la mise en valeur des ressources énergétiques si utiles au développement de secteurs économiques essentiels. Les conflits armés avaient causé d'importants reculs socio-économiques.

46. En ce qui concerne les mesures prioritaires à entreprendre et les perspectives, le Comité a noté, entre autres, qu'au Sommet mondial pour le développement durable, il faudrait considérer l'éradication de la pauvreté comme la priorité absolue pour l'Afrique. Pour être plus compétitif dans le système commercial international, il faut développer les technologies, mettre en place l'infrastructure nécessaire et assurer une intégration régionale plus poussée. L'Afrique devrait promouvoir davantage la paix, la sécurité et la stabilité. La CEA devrait jouer un rôle central dans la promotion stratégies, politiques et programmes de développement durables.

47. Les participants à la réunion ont longuement examiné les nombreux problèmes que connaissait le continent dans les domaines interreliés que sont l'environnement, la population et le développement agricole. Ils ont préconisé d'intégrer davantage ces questions pour répondre aux besoins de sécurité alimentaire de l'Afrique et assurer le développement durable.

48. Les participants ont évoqué le cercle vicieux de la pauvreté en Afrique et noté qu'un des facteurs qui contribuait le plus à cette situation était l'utilisation non durable des ressources naturelles. L'exploitation de terres marginales, en raison du développement de l'agriculture, a aggravé la dégradation des terres sur le continent. Les participants à la réunion ont recommandé que pour trouver des solutions aux questions de développement durable, il fallait d'abord réduire la pauvreté.

49. Les participants ont, en outre, fait observer que bien que les questions d'environnement retiennent, en général l'attention de la communauté internationale, la mise en œuvre des programmes relatifs à l'environnement ne répondait pas aux espoirs, du fait de la libéralisation du commerce. Ils ont également noté que même si la mondialisation avait des aspects positifs, les

aspects négatifs l'emportaient de loin sur les aspects positifs en Afrique. Ils ont estimé que la mise en œuvre effective de la Convention sur la biodiversité pourrait contribuer à réduire l'insécurité alimentaire tout en assurant une répartition juste et équitable des avantages. Ils ont noté que l'Afrique était exposée aux effets des changements climatiques et préconisé que les pays développés s'engagent de nouveau à sortir de l'impasse diplomatique les négociations sur les changements climatiques.

Science et technologie

50. Le document ECA/FSSDD/CSD/01/5 intitulé « Science et technologie en vue de la sécurité alimentaire et du développement durable en Afrique », axé sur l'intensification agricole, a été présenté au Comité. L'exposé a porté essentiellement sur huit domaines d'action distincts mais liés pour assurer l'intensification agricole en Afrique, à savoir : i) intégrer les politiques agricoles dans les politiques de développement en général; ii) encourager les responsables politiques à s'intéresser à la science et à la technologie; iii) mettre en valeur les ressources humaines et mettre en place une base de connaissances; iv) créer une infrastructure scientifique et technologique efficace; v) renforcer les capacités scientifiques et technologiques essentielles; vi) accorder l'attention aux technologies importantes; vii) assurer la durabilité des technologies et viii) intensifier les efforts.

51. En ce qui concerne l'intégration des politiques agricoles dans les politiques de développement en général, le Comité a indiqué qu'il était nécessaire d'adopter une stratégie d'industrialisation et de développement qui incorpore l'intensification agricole. Pour concevoir cette stratégie, il convient de rappeler qu'il vaut mieux peut-être ne pas utiliser les technologies qui permettent d'économiser de la main-d'œuvre tant qu'une main-d'œuvre excédentaire existait dans les zones rurales. Aussi, était-il nécessaire de créer des industries et des emplois non agricoles pour appuyer l'intensification agricole, ces derniers doivent également être reliés à l'ensemble de l'économie. Il convient aussi de renforcer les industries de base (industries métalliques, chimiques, biologiques, etc.) qui soutiennent ces processus.

52. En ce qui concerne la mise à contribution des responsables politiques pour promouvoir le développement de la science et de la technologie, le Comité a été également informé qu'il convenait de les sensibiliser au rôle essentiel que jouaient la science et la technologie dans l'intensification et le développement agricole ainsi qu'au rôle également crucial qu'y jouaient les gouvernements. Il faut de la volonté politique et de la détermination pour que la science et la technologie figurent en bonne place parmi les préoccupations des responsables politiques retiennent beaucoup plus leur attention et deviennent une préoccupation de tous les instants des gouvernements. L'engagement des responsables politiques doit se traduire concrètement, en confiant la présidence des principaux organismes chargés de promouvoir la science et la technologie au Président ou au Premier Ministre, en mobilisant et en allouant des ressources suffisantes.

53. Le Comité a également noté que pour mettre en valeur les ressources humaines et créer la base de connaissances nécessaires, il fallait que les pays nouvellement industrialisés investissent massivement au cours de la première phase. La meilleure formule consisterait peut-être à adopter des politiques libérales en ce qui concerne l'exode des compétences, étant donné que les expatriés constituent des éléments importants dans les phases ultérieures. En ce qui concerne la mise en place d'une infrastructure scientifique et technologique efficace, l'orateur a mis l'accent sur l'importance que revêtaient les institutions de formulation des politiques, les établissements d'enseignement de qualité, les institutions de R&D, les centres d'excellence, les pépinières à vocation technologique, les lois et règlements régissant les IP, les institutions de normes technologiques et Internet.

54. Le Comité a également noté que les capacités critiques en matière de science et de technologie qu'il convenait de développer étaient les capacités de gestion à la fois aux niveaux macro et micro-économique telles que les capacités de négociation pour l'IDE, les entreprises conjointes, les usines clés en main, l'octroi de licence, les services techniques, en particulier dans le domaine des agro-industries; les capacités d'entreprise; les capacités d'assimilation de la technologie, par exemple les capacités de rétroconception et les capacités d'innovation progressive.

55. Les participants ont également recommandé que pour mener à bien l'intensification agricole, on accorde une attention particulière à des technologies importantes telles que les technologies de gestion des terres (évaluation des ressources, levés, analyse des sols, télédétection et technologies des SIG); les technologies liées aux intrants agricoles (biotechnologies, semences, engrais, vaccins, pesticides, fongicides, expériences in vitro, etc.), les technologies liées aux machines et aux outils agricoles; les technologies liées à l'infrastructure agricole (drainage et irrigation, transport, stockage, etc.); les technologies liées à la fourniture de services agricoles (microcrédit, vulgarisation, prévisions météorologiques, informations sur le marché, etc.).

56. Enfin, le Comité a noté que pour assurer la viabilité, il fallait également accorder une importance particulière aux technologies économisant le bois de chauffage et aux technologies qui réduisent de façon importante l'utilisation des ressources non renouvelables (fourneaux solaires, séchoirs solaires, digesteurs pour la production de biogaz, etc.); aux technologies de régénération des terres; aux technologies de recyclage des déchets agricoles; aux technologies de lutte contre le déboisement, la désertification et l'érosion des sols et aux technologies liées aux pratiques culturales durables (choix de cultures appropriées, rotation des cultures, cultures suivant les courbes de niveau, cultures alternées, cultures en terrasses, mise en défens, etc.).

Débat général

57. Le Président a invité le Comité à tenir un débat général sur les cinq documents présentés et examinés séparément. Il a précisé que le Comité a pour responsabilité d'examiner les documents d'un point de vue global, qui réponde à l'optique du développement durable. Le Comité a donc pour rôle de relever, autant que possible, les relations entre population, établissements humains, environnement, sécurité alimentaire et science & technologie, dans le but de trouver des synergies entre les programmes d'action internationaux qui portent sur ces questions.

58. En ce qui concerne l'exemple de réussite du Botswana, le Comité l'a attribué aux diverses politiques de développement qui ont été appliquées. Néanmoins, la bonne gouvernance et la stabilité ont été des éléments fondamentaux de cette réussite. Il conviendrait de demander à l'Ambassade du Botswana de fournir une documentation sur les politiques et les stratégies appliquées au niveau national, afin que d'autres pays africains puissent s'en inspirer. Il y aurait lieu également de recenser les meilleures pratiques d'autres pays et de les diffuser. Néanmoins, il faudrait garder à l'esprit que des politiques et programmes qui ont eu un effet positif sur le développement dans un pays donné, pourraient ne pas être reproductibles dans d'autres pays ou situations.

59. Le Comité a également noté que la CEA dispose d'un avantage comparatif pour ce qui est de la documentation et de la diffusion des meilleures pratiques. La CEA devrait renforcer cet aspect de ses activités, pour fournir aux Etats membres des exemples de programmes réussis. Les pays africains pourraient ainsi échanger des données d'expériences. En outre, les dirigeants africains et

leurs partenaires en matière de développement doivent considérer le renforcement des capacités institutionnelles comme le problème de fond du développement.

60. Par ailleurs, le Comité a déclaré que les relations entre population et sécurité alimentaire sont importantes. Mais il semble que le problème de la sécurité alimentaire en Afrique n'est pas tant lié à l'accroissement démographique qu'à la faible productivité agricole. Il faudrait concevoir, en faveur des zones rurales, des programmes de développement agricole viables, comportant des mécanismes d'assurance et développer également les activités non agricoles dans ces zones.

61. Le Comité a souligné que quand bien même des politiques ou programmes appliqués dans des pays africains ont été qualifiés de meilleures pratiques, la population n'a pas vu son bien-être s'améliorer pour autant. Certains indicateurs de base n'ont pas progressé et d'autres ont même reculé. Si la pauvreté semble diminuer (par rapport à la population totale), elle reste la même en termes absolus, du fait de l'accroissement démographique. Les pays africains ont de nombreux défis à relever, notamment celui des corrélations du développement durable. Mais ils devraient se préoccuper essentiellement de la diminution de la pauvreté.

62. Enfin, le Comité a estimé que les forums internationaux devraient veiller à ce que les recommandations relatives au secteur agricole, tout comme d'autres objectifs de développement, ne remettent pas en cause les objectifs de protection de l'environnement.

Deuxième séance plénière

Discussion de groupe de haut niveau sur le thème principal de la réunion du Comité du développement durable

63. En présentant le thème «L'intensification agricole : nourrir les populations africaines et préserver les ressources foncières de l'Afrique pour le nouveau Millénaire», M. Michael Foster a indiqué que par «intensification agricole», on entendait un processus visant à réaliser une production économique végétale et animale optimale en combinant de la façon la plus indiquée sur plusieurs éléments: la terre, le travail et les intrants. L'intensification agricole est importante pour l'Afrique car elle permet d'assurer des productions vivrières en plus grandes quantités, à moindre coût et à partir de superficies moins étendues, ce dont profiteraient les pauvres qui consacrent une grande partie de leurs revenus à l'alimentation. De plus, elle est source de revenus et d'emplois non agricoles.

64. Les participants ont été informés de l'importance de l'intensification pour l'Afrique, région où les niveaux de malnutrition sont particulièrement élevés (37% des Africains sont sous-alimentés et 31% des enfants présentent une insuffisance pondérale). La production africaine de céréales s'est accrue de 72% seulement au cours des 50 dernières années contre 217% en Asie alors que les deux régions connaissent une situation comparable dans les années 60. Les superficies arables disponibles en Afrique sont de 900 millions d'hectares, dont 130 millions seulement sont aujourd'hui cultivées. Tous ces facteurs entrent directement en jeu pour la définition des orientations et la prise de décision.

65. Les participants ont également été informés des différentes méthodes d'intensification agricole pratiquées en Afrique et des succès ainsi que des échecs enregistrés à cet égard. Les défis qui se posent dans le domaine de l'intensification et le rôle de celle-ci dans la réduction de la pauvreté ont été examinés. Les principaux défis concernent la gestion de l'eau pour l'irrigation,

l'émancipation des femmes par l'octroi de micro-financements et par la formation, l'amélioration des infrastructures et de l'accès au marché, la promotion de la participation du secteur privé et l'action dans le domaine de la santé, notamment en ce qui concerne la lutte contre le VIH/SIDA. L'accent a été mis en particulier sur la nécessité d'abolir les guerres et d'éliminer l'instabilité politique, conditions préalables à toute action dans le domaine de la réduction de la pauvreté. L'intervenant a aussi insisté sur l'importance de la biotechnologie qui contribue à accroître les rendements de façon significative. Il a, en outre, appelé l'attention des participants sur la nécessité de bien comprendre toutes les implications environnementales de l'utilisation des cultures transgéniques et sur la nécessité d'établir à cet égard un cadre législatif cohérent.

66. En résumé, l'intervenant a souligné combien il était nécessaire de considérer l'intensification agricole comme un moyen et non comme une fin en soi et de la placer dans le contexte plus large des stratégies de lutte contre la pauvreté par la production agricole. L'éducation, la santé, l'emploi et les marchés étaient des facteurs fondamentaux de l'intensification agricole. De même, il était nécessaire que les décideurs fassent preuve dans ce domaine de plus de pragmatisme. Il fallait aussi que les activités de recherche soient conduites dans le souci de réduire les risques et d'adapter les techniques et les innovations afin de pouvoir faire face aux conditions les plus pénibles. Il était également important de faciliter l'accès des petits agriculteurs aux techniques les plus récentes, notamment celles qui concernent les intrants et le traitement des produits agricoles.

67. M. John O. Ouchoye a présenté les dimensions démographiques de l'intensification agricole sous quatre angles: l'accroissement passé et projeté de la population africaine, à la lumière de l'accroissement naturel de la population ; la transition démographique anormale due à la baisse de la fécondité et à l'accroissement de la mortalité ; la question de savoir si la taille de la population entraînait nécessairement une dégradation des sols ; et celle de savoir si la pauvreté et l'insécurité alimentaire dans la région étaient la conséquence du profil démographique du continent.

68. Qu'il s'agisse du passé ou des projections, les taux de croissance démographique de l'Afrique, demeuraient les plus élevés au monde puisqu'ils atteignaient 2,2, 3 et 1,9% pour les périodes 1950-1955, 1985-1990 et 2020-2025 respectivement. Les niveaux de fécondité étaient dans une large mesure à l'origine de cet accroissement puisque dans le même temps la mortalité baissait régulièrement en raison de l'amélioration des conditions de vie et du niveau de développement humain. Le VIH/SIDA faisait cependant un nombre considérable de victimes, notamment dans les groupes d'âge les plus actifs de la population et il serait probablement à l'origine d'une modification importante de la structure et de la taille de la population dans les prochaines années. Décrivant l'évolution transitionnelle de la fécondité et de la mortalité en Afrique, l'intervenant a précisé que les niveaux de fécondité et de mortalité demeuraient relativement inchangés. En ce qui concerne les variations selon les pays et les régions, l'indice synthétique de fécondité était le plus élevé au monde tandis que l'espérance de vie à la naissance était la plus basse au monde. Le VIH/SIDA était le facteur le plus important de cette forte augmentation de la mortalité.

69. Les migrations, en particulier les déplacements de populations résultant de conflits ou de catastrophes naturelles, avaient elles aussi des conséquences importantes sur l'agriculture. L'intervenant a noté que les liens entre population et terre n'avaient pas été clairement précisés dans le document principal. Certaines publications récentes des Nations Unies donnaient cependant un éclairage sur les liens d'interdépendance entre population, environnement et développement. De

plus, il était nécessaire de s'intéresser de plus près à la question des capacités de l'Afrique. S'il était démontré que les surfaces de terre disponibles par personne avaient baissé, il fallait entreprendre des recherches interdisciplinaires associant des responsables des gouvernements, des démographes et des agronomes ainsi que des spécialistes de l'environnement en vue de mieux cerner les facteurs qui étaient à l'origine de ce phénomène.

70. Pour conclure, l'intervenant a suggéré que parmi les différents aspects des interdépendances entre population, environnement et développement, le Comité identifie quelles devraient être les priorités à retenir par l'Afrique pour assurer la sécurité alimentaire. Dans l'analyse de ces interdépendances, on pourrait avoir recours à deux cadres, à savoir les modèles d'analyse conçus par J. Bongaarts et T.N. Srinivasan. Le premier affirme que le système d'approvisionnement alimentaire est influencé par huit principales variables indépendantes, à savoir : les terres arables potentielles, les terres arables réelles, les surfaces moissonnées pour les cultures vivrières, la production nationale de produits agricoles, l'utilisation des cultures nationales (ainsi que la consommation de bétail), la consommation humaine directe et la consommation humaine totale.

71. La présentation du Professeur Adeniyi Osuntogun sur les ressources naturelles, l'environnement et l'intensification agricole a souligné l'interdépendance indéniable qui existe entre pauvreté et dégradation des ressources naturelles. Ce genre de relation avait été observé au cours de la plupart des réunions sur l'environnement et le développement international, notamment celles qui avaient précédées le Rapport Brundtland de 1987 qui invitait à une intensification de l'agriculture en vue d'une bonne gestion de l'environnement, d'un accroissement des ressources et d'une solution aux problèmes de l'insécurité alimentaire. L'intervenant s'est demandé s'il existait des équilibres ou des synergies dans l'intensification agricole et comment limiter les interactions négatives et renforcer les synergies positives.

72. L'objectif consistait à atteindre une intensification agricole durable et, parmi les facteurs facilitant cette intensification, on pouvait citer les politiques macro-économiques prudentes, les stratégies de développement participatif, les institutions publiques appropriées, les infrastructures de commercialisation, la garantie du droit à la propriété, les activités économiques non agricoles de rechange, les systèmes de cultures diversifiées et une organisation locale efficace. L'Afrique était un continent diversifié composé de superficies agricoles à fortes potentialités mais aussi d'écosystèmes fragiles. La stratégie d'intensification devait donc être adaptée aux particularités de chaque zone. Pour parvenir à une intensification agricole durable, il était recommandé de formuler des politiques basées sur les marchés qui encouragent les technologies améliorées, la transformation des produits agricoles et l'amélioration des infrastructures commerciales.

73. Présentant le document intitulé « The enhancing power of science and technology on sustainable development » (le pouvoir valorisant de la science, de la technologie sur le développement durable), le Professeur C. Chetsanga a mis l'accent sur certaines des principales raisons du marasme économique et de l'insuffisance du développement socio-économique en Afrique. Parmi ces raisons on pouvait citer, la sécheresse et le déficit alimentaire, la méfiance et la peur du pouvoir de la science ainsi que le scepticisme face à l'existence d'hommes de science dotés d'une conscience. L'Afrique ne disposait pas d'un système continental efficace qui lui permette de mettre en oeuvre le type de programmes scientifiques et technologiques requis, pour conduire un programme de développement économique approprié. Elle devait combler le fossé technologique actuel et le continent était condamné à innover ou à stagner. A cet effet, l'intervenant a recommandé le recours à une méthode intégrée, sous la forme d'une coalition

stratégique impliquant la science et la technologie, le gouvernement, les milieux universitaires et l'industrie.

74. L'intervenant a brièvement évoqué les initiatives prises par le Zimbabwe, en ce qui concerne la recherche et le développement scientifique et industriel. Il a présenté la structure et les fonctions du Centre de recherche industrielle et scientifique du Zimbabwe (SIRDC), dont l'un des grands domaines de recherche était les biotechnologies. Le Centre offrait également divers services, y compris des cours de formation en faveur des secteurs industriels et une assistance aux sociétés qui désirent acquérir des technologies intermédiaires et émergentes.

75. Dans le reste de l'exposé, il a été essentiellement question des biotechnologies et de leur rôle dans l'intensification agricole. L'intervenant a indiqué que le rapport principal soulignait certes les questions majeures qui sont à la base des problèmes globaux de faim et de pauvreté en Afrique, mais qu'il donnait en revanche un aperçu très limité du rôle des biotechnologies. L'intervenant a mis l'accent sur le rôle plus important que les biotechnologies modernes jouent déjà et sont amenées à jouer pour aider la société à réaliser la sécurité alimentaire à l'avenir. Il a également ajouté que les biotechnologies modernes étaient à forte intensité de science et de technologie et qu'elles avaient, entre autres, des aspects agricoles, médicaux, industriels et alimentaires. Elles comportaient une vaste gamme d'applications, y compris la résistance au stress biotique causé par les animaux nuisibles et les vecteurs des maladies, la résistance au stress abiotique causé par la sécheresse ou l'acidité des sols, les cultures génétiquement modifiées et les animaux à maturité précoce ou facilement transportables (mûrissement tardif), les produits alimentaires de haute valeur nutritive (à savoir l'enrichissement du maïs en lysine et en tryptophane et l'enrichissement du riz en vitamine A); la production de sperme en vue de la fécondation in vitro d'œufs animaux; les hormones de croissance pour une production accrue de lait et de viande; la production de vaccins pour les êtres humains et les animaux grâce à des techniques de génie génétique; les trousse de diagnostic élaborées également grâce aux techniques de génie génétique pour la médecine humaine et vétérinaire.

76. L'intervenant a établi la liste des conditions à remplir pour établir un programme de biotechnologie : i) Formation de la main-d'œuvre ; ii) Laboratoires équipés et dotés de services de protection des travailleurs ; iii) Série de règles en matière de biosécurité qui ont force de loi et qui guident la conduite des expérimentations ; iv) Signature des conventions qui protègent les droits de la propriété intellectuelle. Il a rappelé certaines controverses concernant le clonage et indiqué que si le clonage génétique pour les vaccins (par exemple le vaccin de l'hépatite B) et d'autres produits médicaux (comme l'insuline) était accepté, les produits des biotechnologies tels que le maïs transgénique suscitaient des controverses en Europe bien qu'ils fussent acceptés aux Etats Unis d'Amérique, et constituaient une source majeure de confusion dans d'autres parties du monde. La question la plus controversée de toutes était le clonage humain et génétique, qui posait des questions éthiques d'une importance capitale sur lesquels il fallait se pencher. L'intervenant a recommandé que la CEA aide l'Afrique à trouver une solution aux questions relatives aux biotechnologies et à tirer profit de son potentiel important en vue de parvenir à la sécurité alimentaire.

77. Dans son exposé intitulé «L'intensification agricole : le rôle de la science de l'alimentation et de la nutrition», le professeur Ruth K. Oniang'o a commencé par indiquer qu'il convenait d'accorder davantage d'attention à l'agriculture en tant que moteur de la croissance économique. Elle a réitéré que les efforts visant à intensifier l'agriculture devraient porter sur l'ensemble de la chaîne, depuis les exploitations agricoles jusqu'à la commercialisation en passant par les opérations

de traitement agro-alimentaire. Par ailleurs, l'agriculture devrait être considérée comme une entreprise commerciale et non simplement comme un mode de vie, car les populations entreprendraient des activités agricoles si la production agricole était profitable. Dans la mesure où l'intensification agricole menait à une productivité accrue, il convenait de faire des investigations sur les technologies après récolte, le stockage et l'agrotraitement ainsi que sur l'infrastructure de commercialisation de façon à renforcer la capacité des agriculteurs pour la gestion de cette production accrue.

78. L'intervenante a noté qu'il faudrait mettre davantage de ressources dans l'agroalimentaire pour faciliter la production de produits connus par de nouveaux moyens. Des technologies bon marché et faciles à utiliser, y compris des technologies autochtones pour la transformation des produits après-récolte et l'agro-industrie, permettraient d'obtenir, à partir de produits actuellement périssables, des produits durables, commercialisables, consommables, diversifiés, de haute qualité, plus nutritifs et susceptibles de générer davantage de revenus. Afin de faciliter l'échange d'informations sur l'industrie agroalimentaire, une base de données des technologies existantes devrait être mise en place pour former les vulgarisateurs et les agriculteurs. De même, les vulgarisateurs devraient jouer un rôle facilitateur plutôt qu'un rôle consultatif.

79. Pour faciliter la commercialisation des nouveaux produits il fallait, au stage du traitement effectué en vue de la consommation, accorder une attention particulière aux groupes vulnérables de la société. Ces groupes comprenaient notamment les bébés, les enfants d'âge scolaire, les pauvres des zones urbaines et rurales, les femmes enceintes et celles qui allaitaient ainsi que les personnes vivant avec le VIH/SIDA.

80. L'intervenante a donné quelques exemples de succès en matière d'intensification de l'agriculture et de l'agro-industrie. Ces exemples, dont d'autres parties du continent pourront tirer les enseignements ou s'inspirer, sont les suivants :

- a) Le projet manioc au Nigéria a introduit l'utilisation d'une variété améliorée de manioc et a permis la production et l'utilisation d'une meilleure qualité de farine. Divers partenaires ont collaboré pour démontrer le potentiel du manioc, ce qui a abouti à l'adoption de technologies permettant de répondre à la demande accrue d'amidon industriel. En raison de cette demande accrue de manioc pour des usages aussi bien alimentaires qu'industriels, la production a été étendue à d'autres régions. Actuellement, le Nigéria est le plus gros producteur mondial de manioc.
- b) L'introduction de la graine de soja en Guinée par Sasakawa Global 2000 a amélioré la fertilité des sols et l'alimentation des hommes. Plutôt que de vendre les graines de soja à SG 2000 comme prévu, les agriculteurs ont préféré les garder pour les transformer et s'assurer ainsi des revenus.
- c) En Guinée, une méthode de transformation plus efficace du manioc a été mise en place grâce à l'introduction des râpes et à la formation de leurs opérateurs. Cela a facilité la transformation du manioc et généré des revenus pour les agriculteurs. La qualité des produits du manioc s'est améliorée, ce qui a entraîné une plus grande acceptation de ce produit, même par les classes socio-économiques les plus élevées de la société.

- d) L'amélioration des méthodes de transformation et d'emballage du mil en Ouganda a permis de commercialiser, dans les supermarchés, un produit de plus haute qualité emballé de manière attrayante. Ces produits sont maintenant disponibles dans tous les supermarchés et ils sont certifiés par le Bureau des normes de l'Ouganda. Ils fournissent un aliment nutritif à une catégorie de la population qui les rejetait auparavant en les qualifiant de « rétrograde ».
- e) Parmi les autres exemples de réussite, on compte la création de centres coopératifs de stockage (déterminant le montant du crédit) et de commercialisation au Ghana, en Ethiopie et au Cameroun. Les avantages découlant de ces projets sont entre autres la réduction des pertes après récoltes, la stabilisation des prix, la multiplication des possibilités commerciales, la diminution du nombre d'intermédiaires et l'accroissement conséquent des profits des agriculteurs.

81. L'intervenante a examiné l'évolution de l'environnement et ses incidences sur les industries de transformation des produits agricoles. La mondialisation, notamment, comportait des défis mais également des possibilités pour les industries agroalimentaires. Premièrement, le rythme de l'urbanisation et des migrations s'étant accéléré, la demande de produits de qualité transformés avait augmenté. Deuxièmement, il fallait négocier la réduction des barrières commerciales à l'OMC pour promouvoir et commercialiser les produits locaux sur les marchés étrangers. Troisièmement, les industries agro-alimentaires devaient renforcer leurs liens avec les institutions de recherche et les autres institutions d'enseignement supérieur.

82. En raison de la dépréciation des monnaies locales, il était devenu difficile d'importer des matières premières pour la fabrication de produits alimentaires. Il fallait également accorder un allègement fiscal pour l'équipement agricole et améliorer l'allocation des ressources pour le développement de technologies appropriées, la vulgarisation et la formation. Il était également indispensable d'investir dans l'infrastructure de stockage, de transformation et de commercialisation.

83. Il convenait d'examiner les possibilités de partage des coûts. A mesure que les revenus agricoles augmenteraient, du fait de la transformation des produits agricoles, les agriculteurs pourraient payer les services fournis par ailleurs par le gouvernement. En raison des pressions grandissantes qui s'exerçaient sur les terres, on pouvait préconiser une forme différente de production qui tendrait à remembrer les propriétés.

84. L'intervenante a conclu son exposé en formulant plusieurs recommandations. Il fallait donner au secteur agricole un rang de priorité élevé sous la direction de l'Etat. Les industries agroalimentaires devaient être placées sous la tutelle du ministère de l'agriculture où elles pouvaient directement influencer les règlements et la qualité des produits. Les politiques d'encouragement aux entreprises conjointes avec des participations étrangères devaient avoir pour objet de renforcer les capacités des entrepreneurs locaux.

85. Il était également recommandé de rendre l'agriculture plus lucrative en augmentant les possibilités de revenus monétaires ; les hommes et les jeunes devaient être attachés à ce secteur ; pour alléger le lourd fardeau qui pesait sur les femmes, il fallait les émanciper et leur assurer les services essentiels (éducation, soins de santé, eau, logement, etc.). Les biotechnologies devaient répondre non seulement aux besoins du secteur privé mais également à ceux des agriculteurs, des consommateurs et des gouvernements. Il fallait renforcer les capacités dans ce

domaine de façon à améliorer l'information et veiller à ce que les activités soient entreprises à partir de connaissances précises.

86. L'intervenante estimait en outre qu'il fallait étudier en détail les cas de réussite et les publier dans la presse spécialisée. A cet égard, l'African Journal of Food and Nutritional Sciences, magazine qui venait d'être lancé, offrait aux Africains un espace d'échange adéquat. Il fallait utiliser, comme indicateur du développement, la situation nutritionnelle des enfants.

87. Lors des débats qui ont suivi les exposés, le Comité a examiné la question de l'intensification agricole et de la productivité et noté que dans les cas où la quasi-totalité des terres arables étaient cultivées, l'intensification était la seule solution viable. Il a également noté que le profit était le principal ressort de l'agriculture commerciale et que, dans certains cas, il en résultait des conséquences négatives sur l'environnement : érosion des sols, salinisation et accumulation de pesticides. Si l'on examinait les questions d'efficacité ou d'intensification d'un point de vue agronomique ou économique, l'objectif était d'atteindre un niveau optimal de production qui se traduise par un équilibre durable entre la production et l'investissement. Le Comité a examiné la question la distinction entre petits paysans et agriculteurs commerciaux en ce qui concerne l'intensification agricole. A la fin du débat, le Comité a estimé qu'il n'y avait pas réellement de différence entre les petits paysans et les agriculteurs commerciaux dans la mesure où ils avaient tous besoin des mêmes intrants, de main-d'œuvre et d'accès aux marchés.

88. Notant que la majorité des paysans africains continuait de pratiquer une agriculture de subsistance, le Comité a proposé que l'accent soit mis sur les techniques agricoles utilisant des ressources disponibles localement. Il a également souligné qu'il ne pouvait y avoir de substitution à l'intensification des petites exploitations agricoles parce que les petits paysans étaient indispensables au continent. Outre qu'il fallait améliorer les petites exploitations agricoles, il fallait accorder la priorité à la promotion de politiques permettant de maîtriser les effets négatifs de la libéralisation du commerce, d'une orientation malheureuse vers les exportations et de barrières commerciales de toutes sortes. Il était donc nécessaire de promouvoir et d'appliquer des politiques micro et macroéconomiques conformes aux objectifs de l'intensification agricole.

89. Un délégué a demandé des éclaircissements sur les risques environnementaux liés aux plantes génétiquement modifiées. Dans sa réponse, l'intervenant a expliqué que ces risques pouvaient être liés au transfert involontaire d'éléments transgéniques à des groupes de plantes, qui pourrait avoir des conséquences imprévisibles. Il a déclaré qu'il n'y avait pas assez d'éléments pour écarter une telle éventualité et qu'il était difficile de vérifier ces effets. Il a ajouté que l'on étudiait actuellement des solutions à ce problème mais que l'Afrique n'avait aucune raison de rester à l'écart de la révolution biologique actuelle. Il a donné l'exemple du coton génétiquement modifié, qui pouvait apporter des ressources financières considérables à l'Afrique et insisté sur la nécessité de recourir à la biotechnologie pour résoudre les problèmes de l'Afrique, dont certains ne concernaient pas les pays industrialisés.

90. Bien que le Comité reconnaisse le rôle de la biotechnologie dans l'intensification agricole, il a souligné certains des aspects négatifs que son application pourrait produire si les précautions nécessaires n'étaient pas prises. Il a été signalé que les organismes génétiquement modifiés (OGM) utilisés dans l'agriculture demandaient beaucoup de produits chimiques, posaient des risques potentiels graves pour la biodiversité, en particulier lorsqu'ils étaient cultivés en monoculture, et comportaient pour la santé des risques qui n'étaient pas entièrement connus. Il fallait également aborder les questions d'équité, de société et de développement des capacités

humaines, liées à la biotechnologie. Le Comité a tenu à souligner qu'il n'y avait pas eu, jusqu'ici, assez d'expériences sur les OGM en Afrique ou sous les tropiques. La majorité de ces expériences avaient été effectuées dans les pays tempérés. Par conséquent, il était encore très difficile de faire des généralisations sur les effets éventuels des OGM sur l'intensification agricole.

91. Le Comité a estimé que la propagation fulgurante du VIH/SIDA était l'un des plus grands défis à l'intensification agricole en Afrique. Le SIDA pesait sur l'agriculture, parce qu'il y décimait sa main-d'œuvre. En fait, le SIDA était en train de devenir un phénomène rural, alors qu'il avait été considéré jusqu'alors comme un phénomène urbain. Il a donc été suggéré que l'un des moyens d'atténuer les effets du VIH/SIDA sur le secteur agricole serait d'amener les agents de vulgarisation agricole à diffuser l'information appropriée sur le VIH/SIDA. Le Comité a estimé que pour lutter efficacement contre le VIH/SIDA et en réduire les effets sur l'intensification agricole, les gouvernements devaient continuer à faire preuve d'une plus grande responsabilité et d'un plus grand engagement face à la pandémie, utilisant les meilleurs moyens dont ils disposaient. Cependant, le Comité a jugé que l'Afrique devait s'abstenir de tenter d'exploiter des questions sociales aussi dramatiques pour en tirer rapidement des avantages financiers, comme elle l'avait fait, dans les années 70, avec les questions de population et, plus tard, avec les questions d'environnement.

92. Soulignant le rôle important de la recherche et de ses applications dans l'intensification agricole, le Comité a déclaré que les budgets publics devaient leur accorder plus d'importance et de ressources financières. Il a également estimé qu'il fallait accorder des allocations budgétaires plus importantes à l'enseignement supérieur.

93. Le Comité a également pris note du faible niveau d'accès à l'information, au sein des administrations et des institutions publiques, et il a insisté sur la nécessité de renforcer l'échange d'informations relatives à l'intensification agricole, en recourant notamment aux technologies de l'information et de la communication (TIC). Les participants ont admis que dans le cadre de l'échange d'informations, il fallait constituer et largement diffuser une base de données sur les activités de recherche menées dans le secteur agricole en Afrique.

94. En ce qui concerne les préoccupations soulevées quant à la fragilité des écosystèmes africains et aux dangers que posent le commerce ou le transport de substances toxiques dangereuses sur le continent, le Comité a souligné qu'il fallait s'attaquer aux effets sociaux, économiques, sanitaires et environnementaux de l'utilisation et de l'accumulation impropres de pesticides anciens, dans un certain nombre de pays africains. Il a pris note de la nécessité de formuler des politiques appropriées, tenant dûment compte des particularités de l'environnement social et écologique, dans diverses régions africaines.

95. Appuyant l'idée de formuler des recommandations sur l'intensification de l'agriculture, le Comité a déclaré qu'il fallait intégrer cet aspect dans les activités à venir de la CEA et de la Division de la sécurité alimentaire et du développement durable en particulier, sans chercher à modifier le mandat ou le travail d'autres organisations. Néanmoins, de telles recommandations devraient tenir compte des partenariats actuels et à venir, dont certains demandaient à être renforcés.

Troisième séance plénière

Examen du programme de travail pour la période 2000-2001 et propositions pour la période biennale 2002-2003

96. Le secrétariat du Comité a présenté le programme de travail et les principaux résultats obtenus pendant la période biennale 2000-2001 ainsi que le programme de travail pour la période biennale 2002-2003 que l'Assemblée générale des Nations Unies avait approuvé. Le Comité a noté les résultats obtenus par la Division pendant la période biennale 2000-2001 (document ECA/FSSDD/CSD/01/4), le programme de travail approuvé pour la période biennale 2002-2003 et les explications que la Division a fournies en ce qui concerne l'approbation par l'Assemblée générale des Nations Unies du programme de travail pour la prochaine période biennale sans la contribution du Comité. Ce dernier s'est déclaré mécontent de la procédure suivie pour faire approuver le Programme de travail.

97. Le Comité a cependant relevé plusieurs éléments positifs qui se dégagent du travail réalisé par la Division. Cependant, il s'est dit préoccupé par le manque de visibilité, notamment au niveau des pays, du travail de la CEA en général et de la DSADD en particulier. Plusieurs approches ont été proposées pour mieux faire connaître le travail de la CEA, notamment l'amélioration des systèmes de suivi et d'évaluation et l'organisation, par rotation de la réunion du CDD dans les Etats membres.

98. Le Comité a recommandé que le système de suivi et d'évaluation de la Division soit renforcé, car les réponses aux questionnaires seulement ne suffisent pas pour évaluer globalement l'impact au niveau national. De même, le taux de participation aux réunions n'est pas un bon indicateur qui permet de montrer que les objectifs de la Division ont été atteints. Pour réviser et évaluer le travail accompli pendant la période biennale 2000-2001, il faudrait élaborer de meilleurs indicateurs tenant compte de nombreux paramètres, pour déterminer si les objectifs ont été ou non atteints. La CEA devrait créer un service chargé du suivi et de l'évaluation. Les membres de ce service se rendraient régulièrement dans les Etats membres pour suivre la mise en œuvre des recommandations et l'impact des activités de la Commission sur le terrain.

99. Le Comité a en outre recommandé d'examiner le système d'évaluation à différents niveaux ; le premier niveau étant les questions telles que le taux de participations aux réunions, etc., le deuxième niveau étant, l'impact des politiques élaboré par les pays membres et le dernier niveau portant sur l'impact des activités de la Division sur les populations comme par exemple l'amélioration de la sécurité alimentaire au fil des ans. Il a également recommandé que la Division passe du niveau actuel de l'évaluation au deuxième et troisième niveau proposés.

100. Le Comité a fait observer que les rapports entre ces questions et les conflits en Afrique ne ressortaient pas clairement de la liste des acquis présentés par la Division en ce qui concerne les questions intimement liées que sont la population, l'environnement et l'agriculture. L'impact des conflits civils sur les résultats obtenus devraient être analysés car les conflits peuvent annuler les résultats positifs obtenus.

101. Le Comité a noté la nécessité de renforcer les capacités pour trouver des solutions aux problèmes de la sécurité alimentaire et du développement durable et fait observer que cette capacité existe sur le continent. Toutefois, il s'agit de savoir comment retenir et utiliser rationnellement les capacités disponibles pour assurer le bien-être des populations africaines. C'est pourquoi le Comité

a recommandé que la Division élabore un programme d'échange à court terme d'experts entre les pays africains et entre les institutions et universités régionales.

102. Le Comité a également noté qu'il était peu informé des activités de la Division. Il a fait référence en particulier au mandat et aux activités du Conseil consultatif. Il a estimé que les Etats membres pourraient fournir de meilleurs conseils à la Division s'ils sont plus informés des activités de la Division. Il a proposé qu'on améliore la coordination et le partage de l'information entre la Division, les membres du Comité et le Conseil consultatif.

103. En ce qui concerne les disparités dans la situation de la sécurité alimentaire entre les régions de l'Afrique, le Comité a demandé à la CEA si elle ne pouvait pas concentrer ses activités sur des régions données et des secteurs et besoins spécifiques. Il a proposé que dans une situation où les ressources financières ne suffisent pas, il vaudrait mieux que les organisations régionales telles que l'OUA et la CEA travaillent en partenariat pour mobiliser les ressources et cibler des secteurs donnés pour la recherche.

104. Le Comité, notant que l'Assemblée générale des Nations Unies avait déjà approuvé le programme de travail pour la période biennale 2002-2003, a estimé qu'il était nécessaire de renforcer certains volets du programme tels que le volet relatif aux projets sur le terrain. Il a également été noté que le projet sur le terrain permettrait de mieux faire connaître la Division sur le terrain. Néanmoins, le Comité a indiqué qu'il aurait préféré que le programme de travail lui soit soumis avant pour que les Etats membres apportent des contributions avant que le programme soit approuvé.

105. Le Comité s'est également dit préoccupé par le rôle que jouerait le modèle PEDA et par sa future mise au point. Au cours de sa première réunion, il avait formulé des recommandations concernant la portée du modèle. A ce jour, le modèle n'a été élaboré et utilisé que comme un moyen de sensibilisation. Cependant, les Etats membres demandent des moyens qui les aident à formuler des politiques. Les instruments de planification permettent d'étudier la question des liens entre population, environnement et agriculture et d'en tenir compte dans les politiques de développement. C'est pourquoi le Comité a recommandé d'affiner le modèle PEDA pour en faire un instrument de planification qui réponde aux besoins des Etats membres.

106. Le Comité a également suggéré de convenir d'activités précises à mener sur le thème de l'intensification agricole, avant de se concentrer sur le thème de la prochaine réunion du CDD. Il faudrait, par exemple, organiser des ateliers d'experts sur l'intensification de l'agriculture en Afrique, avant la prochaine réunion du CDD.

107. Le secrétariat a informé le Comité que le comité consultatif a été mis en place pour aider la Division à aborder la complexité des interdépendances entre environnement, population et agriculture, et leur conceptualisation. Les réunions que le comité consultatif a tenues par le passé ont été pour beaucoup dans la formulation de recommandations relatives aux produits spécifiques du programme de travail et à la démarche que la Division devrait adopter pour mener sa mission à bien. Certaines des recommandations du comité consultatif ont déjà été prises en compte dans l'exécution du programme de travail pour 2000-2001 et dans la formulation du programme pour 2002-2003.

108. Le secrétariat a précisé que le rôle du Comité est de donner des directives et d'en établir l'ordre de priorité, afin que la Division puisse accomplir sa mission. Les membres du comité

consultatif ont été invités à la deuxième réunion du CDD pour enrichir les débats et donner leurs points de vue, en tant qu'experts, sur diverses questions liées aux activités de la Division.

109. Le Secrétariat a indiqué que l'élaboration d'indicateurs d'évaluation de l'impact au niveau des pays est une opération qui s'avère très difficile pour toutes les organisations, s'agissant notamment de la réduction de la pauvreté et du développement durable. Toutes les divisions de la CEA se penchent sur cette question, étant donné son importance capitale. La Division de la sécurité alimentaire et du développement durable (DSADD) a tenté d'élaborer des indicateurs permettant de suivre régulièrement son impact au niveau des pays et des institutions. Il a en outre été noté qu'un mécanisme serait un cadre approprié pour la vérification du travail de la Commission, ce qui inclut aussi les évaluations extérieures.

110. Les réformes à la CEA et la création des centres de développement sous-régional (CDSR) visent à mettre davantage en exergue le travail de la Commission au niveau des pays. Toutefois, la Commission est consciente du fait que des améliorations devraient être apportées par le biais, par exemple, de la technologie de l'information et de la communication (TIC). Les activités entreprises en collaboration avec les communautés économiques régionales ainsi qu'avec le Secrétariat conjoint CEA/OUA/BAD, ont également donné plus de visibilité au travail de la Commission. Jusqu'à avril 2001 par exemple, la CEA était un membre actif du Secrétariat de la Conférence ministérielle africaine sur l'environnement (CMAE), chargé d'évaluer la mise en œuvre d'Action 21 en Afrique. La Commission s'est engagée à promouvoir ce type de collaboration en vue d'accroître sa présence sur le terrain. Le détachement d'un cadre supérieur du PNUE à la Division, pour appuyer le travail mené sur toutes les questions relatives à l'environnement et au développement durable, est le résultat de ce type de collaboration. La CEA envisage également d'entreprendre des activités orientées vers les services, en répondant par exemple aux demandes de services consultatifs provenant des Etats membres.

111. Le Secrétariat a aussi indiqué que bien que le programme de travail pour la période 2002-2003 ait été déjà approuvé, les Etats membres ont eu l'occasion d'exprimer leur point de vue au cours de la Conférence des ministres africains tenue à Alger et de l'Assemblée générale des Nations Unies. Etant donné la forme générique du programme de travail, il a été présenté à la réunion non seulement pour information mais également pour obtenir des directives sur la manière de le mettre en œuvre. A cet égard, le Comité a été informé qu'il y a une disposition prévoyant des réunions extraordinaires du Bureau, qui devrait être utilisée pour améliorer l'exécution du programme de travail 2002-2003. Il a en outre été convenu que s'il y a, de la part de la réunion quelques recommandations prioritaires orientées vers l'action, celles-ci pourraient être prises en compte dans le programme de travail de 2002-2003, étant donné qu'il est générique. Un sous-comité a été créé, sous la présidence de l'Egypte, pour proposer des recommandations qui seraient adoptées par la réunion.

ANNEXE I

Liste des documents

ECA/FSSDD/CSD/01/1	Ordre du jour
ECA/FSSDD/CSD/01/Add.1	Ordre du jour provisoire annoté
ECA/FSSDD/CSD/01/inf.1	Programme de travail
ECA/FSSDD/CSD/01/inf.3	Liste des participants
ECA/FSSDD/CSD/01/2	Examen et évaluation de la mise en oeuvre d'action 21 en Afrique
ECA/FSSDD/CSD/01/3	Examen et évaluation de la mise en oeuvre des décisions du Sommet Mondial de l'Alimentation dans le context Africains : Solutions à l'insécurité alimentaire structurelle en Afrique
ECA/FSSDD/CSD/01/4	Rapport d'activité sur la mise en oeuvre du sous-programme sur la sécurité alimentaire et le développement durable pendant la période biennale 2000-2001
ECA/FSSDD/CSD/01/5	Science et technologie pour la sécurité alimentaire et le développement durable
ECA/FSSDD/CSD/01/6	Politique de développement durable en Afrique: Harmonisation de la croissance démographique avec la croissance économique dans le cadre de la mise en oeuvre du programme d'action de la conférence internationale sur la population et le développement
ECA/FSSDD/CSD/01/7	Rapport

A N N E X I I

List of Participants/Liste des participants

Countries

Algeria

Mr. Arif Khemissi
Counsellor
Algeria Embassy
Addis Ababa

Tel:
Fax:
E-mail:

Angola

His Excellency Mr. Neto Miguel
Ambassador
Angola Embassy
Addis Ababa

Tel: (251-1) 510085
Fax: (251-1) 514922
E-mail:

Mr. Miguel Fernando
Counselor
Angola Embassy
Addis Ababa

Tel: (251-1) 510085
Fax: (251-1) 514922
E-mail:

Botswana

His Excellency Mr. Moorad Mustaq
Ambassador
Botswana Embassy
P.O. Box 22282
Addis Ababa

Tel: (251-1) 715422/3
Fax: (251-1) 714099
E-mail: Boteth@telcom.net.et

Ms. Ramogotsi Nayang
Botswana of Embassy
P.O. Box 22282
Addis Ababa

Tel: (251-1)715422/3
Fax: (251-1)714099
E-mail: Boteth@telecom.net.et

Burkina Faso

Mr. Guigma Salif
Chef Division Elaboration Politiques Agricoles/SP/CPSA
01 BP 7081 Ouagadougou 03

Tel: (226) 318461
Fax: (226) 314773
E-mail:

Mr. Simporé Léonard
First Counsellor
Burkina Faso Embassy
Addis Ababa

Tel: (251-1) 615863
Fax: (251-1) 612094
E-mail: simporel@yahoo.fr

Mr. Nana Benjamin
Third Secretary
Burkina Faso Embassy
Addis Ababa

Tel: (251-1) 61 58 63
Fax: (251-1) 61 20 94
E-mail:

Mr. Samate Kloutan
Press attaché
Burkina Faso Embassy
Addis Ababa

Tel: (251-1) 61 58 63
Fax: (251-1) 61 20 94
E-mail:

Cameroon

Mr. Ayafor Konwufine Clement
First Secretary
Cameroon Embassy
P.O. Box 1028
Addis Ababa

Tel: (251-1) 61 52 98
Fax: (251-1) 61 52 98
E-mail: ayafor.kc@hotmail.com

Congo (Brazaville)

Mr. Sica Prosper Ernest Francois
Chargé d'Affaires a.i.
Congo Embassy
Addis Ababa

Tel: (251-1) 18 29 38 Mobile (251-9) 21 34 77
Fax: (251-1) 18 29 38
E-mail:

Mr. Miamona Jean-Prosper
First Secretary
Addis Ababa

Tel: (251-1) 18 29 38
Fax: (251-1) 18 29 38
E-mail: jpmiamona@hotmail.com

Côte d'Ivoire

Mr. Dibi B. Zephirin
Counselor
Embassy of Côte d'Ivoire
P.O. Box 3668
Addis Ababa

Tel: (251-1) 71 54 30
Fax: (251-1) 71 21 78
E-mail:

Mr. Kouadio K. Severin
First Secretary
Embassy of Côte d'Ivoire
P.O. Box 3668
Addis Ababa

Tel: (251-1) 71 54 30
Fax: (251-1) 71 21 78
E-mail:

Democratic Republic of Congo

Mr. Makonga Monga Mulenda
Chargé d'Affaires a.i.
Embassy of the Democratic Republic of Congo
Addis Ababa

Tel: (251-1) 71 01 11, Mobile: (251-9) 21 50 78
Fax: (251-1) 71 34 66
E-mail:

Mr. Ilume Tembele Rene
Counselor
Embassy of the Democratic Republic of Congo
Addis Ababa

Tel: (251-1) 71 01 11, Mobile: (251-9) 21 71 02
Fax: (251-1) 71 34 66
E-mail: ilumerene@hotmail.com

Egypt

Mr. Hesham Hassan Abdel Wahab
First Secretary
Embassy of Egypt
Addis Ababa

Tel: (251-1) 553077
Fax: (251-1) 552722
E-mail: heshamwahab@hotmail.com

Mr. Maged Naffee Mosleh
Second Secretary
Department of Environmental Affairs
Ministry of Foreign Affairs
Cairo

Tel: (202) 5747847
Fax: (202) 5747847
E-mail: maged2@hotmail.com

Equatorial Guinea

His Excellency Mr. Moiche Apolinar
Ambassador of Equatorial Guinea
Addis Ababa

Tel: (251-1) 62 62 78
Fax:
E-mail:

Ethiopia

His Excellency Mr. Mekonnen Manyazewal
Minister of State for Finance and Economic Development
Addis Ababa

Tel:
Fax:
E-mail:

Mr. Techane Zewdie
1st Secretary – International Organizations and Economic Cooperation
Directorate-General
Ministry of Foreign Affairs

Tel.: (251-1) 15 06 45
Fax: (251-1) 51 43 00
E-mail:

Mr. Desalegne Mesfin
A/Head-Policy and legal Department
Environment Protection Authority

Tel.: (251-1) 62 47 60
Fax: (251-1) 61 00 77
E-mail: cdp@telecom.net.et

Mr. Girma Yossef
Head – Agriculture and Environment
Science and Technology Commission

Tel.: (251-1) 15 55 04
Fax: (251-1) 51 88 29
E-mail: estcagri@yahoo.com

Mr. Tamiru Habte
Head-Natural Resources Management and Regulatory Department
Ministry of Agriculture
P.O. Box 62312

Tel.: (251-1) 51 89 77
Fax: (251-1) 15 51 69
E-mail:

Gabon

His Excellency Mr. Emmanuel Mendoumenze
Ambassador
Embassy of Gabon
P.O. Box 1256
Addis Ababa

Tel: (251-1) 55 0121
Fax: (251-1) 55 0121/61 37 00
E-mail

Mr. Miembet Sylvestre
Counselor
Embassy of Gabon
P.O. Box 1256
Addis Ababa

Tel: (251-1) 61 10 75/61 10 90
Fax: (251-1) 61 37 00
E-mail: gsmiembet81@hotmail.com

Ghana

Mr. Adu Alex Owiredu
Embassy of Ghana
Addis Ababa

Tel: (251-1)71 14 02
Fax:
E-mail:

Guinea

Mr. Mamady Condé
Embassy of Guinea
Addis Ababa

Tel: (251-1) 663661
Fax: (251-1) 651296
E-mail:

Kenya

Mr. Elkana Nyakundi Ongiuti
Ministry of Environment and Natural Resources
P.O. Box 30521
Nairobi

Tel: (254-2) 716103
Fax:
E-mail: anyango@maji.go.ke

Mr. Francis C.P. Keiru
Ministry of Education, Science and Technology
P.O. Box 30040
Nairobi

Tel: (254-2) 240557/334411, Ext.30465
Fax: (254-2) 214287
E-mail:

Mr. Indiazi, Moses Adogo Lidodo
Ministry of Agriculture and Rural Development
P.O. Box 30028
Nairobi

Tel/Fax: (254-2)714311
E-mail:

His Excellency Mr. G.N.O. Agoi
Ambassador
Embassy of Kenya
Addis Ababa

Tel: (251-1)610033
Fax:
E-mail:

Ms. Jane B. Makori
First Secretary
Embassy of Kenya
Addis Ababa

Tel: (251-1)610033
Fax:
E-mail:

Libyan Arab Jamahiriya

Mr. Mohamed M. Hattab
First Secretary
Libyan Embassy
Addis Ababa

Tel: (251-1) 511077
Fax:
E-mail:

Lesotho

His Excellency Mr. Leteka Masuhla H.
Ambassador
P.O. Box 7483
Embassy of Lesotho
Addis Ababa

Tel: (251-1) 614368/9
Fax: (251-1) 612828
E-mail:

Mr. Ramonono Motjoka D.
Embassy of Lesotho
Addis Ababa

Tel: (251-1) 614368/9
Fax: (251-1) 612828
E-mail:

Madagascar

Mr. Ludovic R. Setilahy
P.O. Box 60004
Embassy of Madagascar
Addis Ababa

Tel: (251-1) 612555
Fax: (251-1) 610127
E-mail:

Malawi

Mr. Alick K. Manda
Senior Scientific Officer
National Research Council of Malawi
P.O. Box 30745
Lilongwe 3

Tel.: (265) 771550/774469
Fax: (265) 772431
E-mail: nrcm@sdp.org.mw

Mr. Lawrence Mkona
Counselor
Embassy of Malawi
P.O. Box 2316
Addis Ababa

Tel: (251-1) 711280/713210
Fax: (251-1) 712945
E-mail:

Mali

Mr. Modibo Haidara
Directeur General
Centre National de la Recherche Scientifique et Technologique (CNRST)
BP 3052
Bamako

Tel.: (223)21 90 85
Fax : (223)21 84 46
E-mail: cnrst@spider.toolnet.org

Mr. Hamid Sidibé
Counselor
Embassy of Mali
Addis Ababa

Tel: (251-1)716630
Fax: (251-1) 712601
E-mail:

Mauritius

His Excellency Mr. Prithuiraj Fookeepah
Ambassador
Embassy of Mauritius
Addis Ababa

Tel: (251-1)615997
Fax: (251-1)614704
E-mail:

Mr. Ah Yao Lam Chiou Yee
Deputy Head of Mission
Embassy of Mauritius
Addis Ababa

Tel: (251-1)615997
Fax: (251-)614704
E-mail :

Mr. Clifton S. Wade
Attaché
Embassy of Mauritius
Addis Ababa

Tel: (251-1)615997
Fax: (251-)614704
E-mail:

Morocco

Mr. Khalid Bouziane
First Secretary
Embassy of Morocco
P.O. Box 60033
Addis Ababa

Tel: (251-1)531700
Fax: (251-1)511828
E-mail: morocco.emb@telecom.net.et

Mozambique

Mr. Ana Nemba Uaiene
Embassy of Mozambique
Addis Ababa

Tel: (251-1) 625538/9
Fax:
E-mail :

Namibia

Ms. Constance Karuaihe
Counselor
Embassy of Namibia
P.O. Box 1443
Addis Ababa

Tel: (251-1) 611966
Fax: (251-1) 612677
E-mail : nam.emb.@telecom.net.et

Niger

Mr. Tahirou Maliki
Counselor
Embassy of Niger
P.O. Box 5791
Addis Ababa

Tel: (251-1)651305
Fax: (251-1)652692
E-mail:

Nigeria

Mr. S.A. Ekpa
Minister Counselor
Ministry of Foreign Affairs
Abuja

Tel: (234-9) 6002510
Fax: (234-9) 5230205
E-mail:

Mr. Lateef Oyede
Embassy of Nigeria
Addis Ababa

Tel: (251-1) 550644
Fax: (251-1) 552307
E-mail:

Mr. Musa Chindo Umar
National Population Commission
Abuja

Tel: (234-9) 5235282
Fax: (234-9) 5230205
E-mail:

Rwanda

Mr. K.A. Banda
EAO
P.O. Box 4654
Kigali

Tel: (250) 86549
Fax:
E-mail:

Mr. Augustin Karenzi
Embassy of Rwanda
Addis Ababa

Tel: (251-1) 610300
Fax: (251-1) 610411
E-mail: kam8tsigat@yahoo.com

Senegal

H.E. Mame Balla SY
Ambassador
Embassy of Senegal
P.O. Box 2581
Addis Ababa

Tel: (251-1) 611376
Fax: (251-1) 610020
E-mail:

Mr. Bassiron Sene
Counselor
Embassy of Senegal
P.O. Box 2581
Addis Ababa

Tel: (251-1) 611376
Fax: (251-1) 610020
E-mail:

Mr. Khaly Adama Ndaye
First Counsellor
Embassy of Senegal
P.O. Box 2581
Addis Ababa

Tel: (251-1) 611376
Fax: (251-1) 610020
E-mail:

Sierra Leone

Mr. Ibrahim Lamin Mohamed Sesay
Principal Planning Officer
Ministry of Development & Economic Planning
Freetown, Sierra Leone

Tel.:
Fax: (232) - 22 24 20 62
E-mail:

South Africa

Mr. Tumagole Patrick Tsholetsane
Embassy of South Africa
P.O.Box 1011
Addis Ababa

Tel: (251-1) 71 30 34
Fax: (251-1) 71 13 30
E-mail:

Mr. J.N. Mamabolo
Embassy of South Africa
P.O.Box 1011
Addis Ababa

Tel: (251-1) 71 30 34
Fax: (251-1) 71 13 30
E-mail:

Mr. Mahcomola Motjope
Embassy of South Africa
P.O.Box 1011
Addis Ababa

Tel: (251-1) 71 30 34
Fax: (251-1) 71 13 30
E-mail:

Sudan

Mr. Abdelkarim Ahmed Yousif
Counsellor
Embassy of The Sudan
Addis Ababa

Tel: (251-1) 516477
Fax:
E-mail:

Tanzania

Mr. Pascal N. Mdemu
Ministry of Science and Technology
and Higher Education
P.O.Box 2645
Dar-es-Salaam

Tel.: (55-022) 26 68 884
Fax:
E-mail: pnmdemu@yahoo.com.uk

Mr. Julius Saidi Mkwizu
Embassy of Tanzania
P.O.Box 1077
Addis Ababa

Tel.: (251-1) 51 81 55/50 37 01
Fax: (251-1) 517358
E-mail: tz@telecom.net.et

Ms Elizabeth Mgaya
Embassy of Tanzania
P.O.Box 1077
Addis Ababa

Tel.: (251-1) 518155 /512358
Fax: (251-1) 517358
E-mail: tz@telecom.net.et

Tchad

H.E. Mr. Mahamat Abdelkerim
Ambassador
Embassy of Tchad
Addis Ababa

Tel: (251-1) 61 38 19
Fax:
E-mail:

Mr. Adoum Brahim
Counselor
Embassy of Tchad
Addis Ababa

Tel.: (251-1) 61 38 19
Fax:
E-mail:

Mr. Hountinto Abdou
First Secretary
Embassy of Tchad
Addis Ababa

Tel.: (251-1) 61 38 19
Fax:
E-mail:

Tunisia

His Excellence Mr. Zouheir Allagui
Ambassador
Embassy of Tunisia
Addis Ababa

Tel.: (251-1) 621840
Fax: (251-1) 621842
E-mail: emlanj.tunisia@telecom.net.et

Mr. Mohamed Ali Ben Abid
First Secretary
Embassy of Tunisia
Addis Ababa

Tel.: (251-1) 621840
Fax: (251-1) 621842
E-mail: afrique40@hotmail.com

Uganda

Dr. Jotham Musinguzi
Director
Population Secretariat
Ministry of Finance and Planning
P.O.Box 2666
Kampala

Tel.: (256)-41-342-292
Fax: (256)-41-343 116
E-mail: popsec@imul.com

Mr. Joseph Omodo
Embassy of Uganda
P.O.Box 5644
Addis Ababa

Tel: (251-1) 513088
Fax:
E-mail:

Zambia

H.E. Mr. Simataa Akapelwa
Ambassador
Embassy of Zambia
P.O.Box 1909
Addis Ababa

Tel.: (251-1) 71 13 02
Fax: (251-1) 71 15 66
E-mail:

Mr. Lukwesa Kaemba
Ministry of Finance and Economic Development (MOFED)
P.O. Box 50062
Lusaka

Tel: (260-1) 25 18 62
Fax: (260-1) 25 18 62
E-mail: lkaemba@zamtel.zm

Mr. Beaton Samson Kaluba
Ministry of Science and Technology
P.O.Box 50464
Lusaka

Tel: (260-1) 25 20 81
Fax: (260-1) 25 20 81
E-mail: dpdmstvt@zamnet.zm

Mr. George Zulu
Ministry of Finance and Economic Development – ETC Department
P.O.Box 50062
Lusaka

Tel: (260-1) 25 11 05/250886/250501
Fax: (260-1) 25 01 14
E-mail: ispmofed@zamtel.zm

Mr. Green Mbozi
Ministry of Agriculture, Food and Fisheries/
Planning & Cooperatives Development (MAFF/PCD)
P.O.Box 50197
Lusaka

Tel: (260-1) 25 03 08
Fax: (260-1) 25 05 04
E-mail: gmbori@zamnet.zm

Zimbabwe

His Excellency Dr. N. Ndondo
Ambassador
Embassy of Zimbabwe
Addis Ababa

Tel.: (251-1) 61 38 72/7
Fax:
E-mail:

Mr. L.K. Dzvuke
Counselor
Embassy of Zimbabwe
Addis Ababa

Tel: (251-1) 61 38 72/7
Fax:
E-mail:

ORGANIZATIONS/INSTITUTIONS

Food and Agriculture Organization (FAO)

Mr. Alemneh Dejene
Senior Sustainable Development Officer
Environment and Natural Resources Service
Research, Extension and Training Division
Sustainable Development Department
Viale delle Terme di Caracalla
00100 Rome, Italy

Tel: 39-06-5705-2445
Fax: 5762610/57053152/57055155
E-mail:

Mr. Sintayehu G/Mariam
National Programme Officer (OAU and ECA)
Addis Ababa

Tel: (251-1)511399
Fax:
E-mail:

Organization of African Unity (OAU)

Mr. Abdellatif Benhadi
Chief of Population and Development
Addis Ababa

Tel: (251-1) 517700
Fax: (251-1) 517844
E-mail:

United Nations Development Programme (UNDP)

Ms. Eskedar Abebe
Intern
Addis Ababa

United Nations Environment Programme (UNEP)

Mr. Cheik Sow
Representative of UNEP
ECA/4th Floor
Addis Ababa

Tel: (251-1) 443063/445402
Fax: (251-1) 521633
E-mail:

United Nations High Commissioner for Refugees (UNHCR)

Mr. George Chaponda
Principal Officer
P.O. Box 176
Addis Ababa

Tel: (251-1) 444108
Fax:
E-mail:

Ms. Chiara Cardoleti
Associate Expert Relations
P.O. Box 176
Addis Ababa

Tel: (251-1) 444108
Fax:
E-mail:

Ms. Beverley Byfield
Senior Expert Relations Officer
P.O. Box 176
Addis Ababa

Tel: (251-1) 444108
Fax:
E-mail:

OBSERVERS

Organisation Internationale de la Francophonie (OIF)

Mr. Jacques Edjangué
Deputy Head of Mission
Addis Ababa

Tel:
Fax:
E-mail:

International Livestock Research Institute (ILRI)

Dr. Samuel Benin
P.O. Box 5689
Addis Ababa

Tel: (251-1) 463215, Ext. 140
Fax: (251-1) 461252
E-mail:

Italian Embassy

Ms. Anna Maria Ceci
Deputy Director Italian Cooperation
Addis Ababa

Tel: (251-1) 552264/65/66
Fax:
E-mail:

SUB - REGIONAL DEVELOPMENT CENTRES (SRDCs)

Mr. Gabriel NAHIMANA

ECA/CA - SRDC

Yaoundé, Cameroon

Tel.: (237) 231461

Fax: (237) 233185

E-mail:

Mr. Z.W. Kazeze

Population Affairs Officer

ECA/SA-SRDC

Lusaka, Zambia

Tel.: (260) 1 231062/228503

Fax: (260) 1 236949

E-mail:

Mrs. Aimée Andrianasolo

ECA/NA - SRDC

Tanger, Morocco

Tel.: (212) 39 32 23 46/47

Fax: (212) 39 34 03 57

E-mail: andrianasolo@hotmail.com

Mr. Kampion Banda

ECA/EA - SRDC

Kigali, Rwanda

Tel.:

Fax:

E-mail:

Ms. Hadija Gava

ECA/EA-SRDC

Tel.:

Fax:

E-mail: hngava@yahoo.com

FSSDD ADVISORY BOARD

Madame Cécile Ndjebet-Ntamag
Cameroon Ecology (NGO)
P.O.Box 14564
Yaoundé, Cameroon

Tel: (237) 9919623/3464097
Fax: (237) 2220471/3464097
E-mail: cndjebet@hotmail.com

Prof. Jeremy A. Ridl
University of Natal
P.O.Box 520
Bothas Hill 3660
South Africa

Tel.: 273-1 (031) 2602554/7834610
Fax: 273-1 (031) 7834610/2602864
E-mail: Ridlj2@nu.ac.za

Dr. Kamel Esseghairi
Director
Tunisian Institute of Sustainable Development
and NGO Management
Executive Director, Tunisian Association Women for
Sustainable Development
BP 377 (7 RUE REMADA)
2000 LE BARDO – Tunisie

Tel.: (216-1) 71 510 714
Fax: (216-1) 71 510 714
E-mail: kesseghairi@yahoo.com

List of Panelists

Prof. Ruth K. Oniang'o
Jomo Kenyatta University of Agriculture and Technology
Department of Food Science and Post Harvest Technology
P.O.Box 62000
Nairobi, Kenya

Tel.: (254-2) 249799/631200, Mobile (254) 733 731632
Fax: (254-2) 249799
E-mail: oniango@iconnet.co.ke

Prof. Ademiyi Osuntogun
Foundation for Environmental Development
& Education in Nigeria (FEDEN)
12A, Enugu Close,
Crystal Estate,
Amuwo-Odofin,
Badagry Express Way,
P.O.Box 74277
Victoria Island
Lagos, Nigeria

Mobile: 254-733 73 16 32
Tel.: (234-1) 774 2077, 5890271
Fax: (234-1) 2641430
E-mail: niyimle@yahoo.com

Prof. Christopher J. Chetsanga
Scientific and Industrial Research and
Development Centre
P.O.Box 6640
Harare, Zimbabwe

Tel.: (263-4) 860321-9
Fax: (263-4) 860351
E-mail: cjchetsanga@sirdc.ac.zw

Prof. John O. Oucho
Department of Population Studies
Faculty of Social Sciences
University of Botswana
Private Bag 0022
Gaborone, Botswana

Tel.: (267) 3552825
Fax: (267) 356591/308868
E-mail: ouchojo@mopipi.ub.bw

Dr. Michael A. S. Foster
Ruth Towers
15 Clement Hill Rd.
P.O.Box 6987
Kampala, Uganda

Tel.: (256-77) 707744
Fax: (256-77) 280838
E-mail: amfoster@cgnnet.com

ECA Secretariat

Mr. Josué Dioné
Director, FSSDD
P.O.Box 3001
Addis Ababa, Ethiopia

Tel.: 251-1-517200
Fax: 251-1-514416
E-mail: jdione@uneca.org

Mr. Abdoulaye Niang
Senior Economic Affairs Officer, FSSDD
P.O.Box 3001
Addis Ababa, Ethiopia

Tel.: 251-1-517200
Fax: 251-1-514416
E-mail: aniang@uneca.org

Mr. Don Oben
Economic Affairs Officer, FSSDD
P.O.Box 3001
Addis Ababa, Ethiopia

Tel.: 251-1-515749
Fax: 251-1-510350
E-mail: doben@uneca.org

Mr. Ousmane Laye
Senior Human Settlement Officer, FSSDD
P.O.Box 3001
Addis Ababa, Ethiopia

Tel.: 251-1-517200
Fax: 251-1-514416
E-mail: olaye@uneca.org

Mr. Moulie A. Gibril, FSSDD
TAS Specialist, FSSDD
P.O.Box 3001
Addis Ababa, Ethiopia

Tel.: 251-1-517200
Fax: 251-1-514416
E-mail: mgibril@uneca.org

Mr. Evans Mwangi
Regional Adviser on Environment, FSSDD
P.O.Box 3001
Addis Ababa, Ethiopia

Tel.: 251-1-443016
Fax: 251-1-514416
E-mail: emwangi@uneca.org

Mr. Kodjo Abassa
Economic Affairs Officer, FSSDD
P.O.Box 3001
Addis Ababa, Ethiopia

Tel.: 251-1-517200
Fax: 251-1-514416
E-mail: kabassa@uneca.org

Mr. Maurice Tankou
Economic Affairs Officer, FSSDD
P.O.Box 3001
Addis Ababa, Ethiopia

Tel.: 251-1-517200
Fax: 251-1-514416
E-mail: mtankou@uneca.org

Ms. Mamou Ehui
Economic Affairs Officer, FSSDD
P.O.Box 3001
Addis Ababa, Ethiopia

Tel.: 251-1-517200
Fax: 251-1-514416
E-mail: mehui@uneca.org

Mr. A. Lamine Gueye
Population Affairs Officer, FSSDD
P.O.Box 3001
Addis Ababa, Ethiopia

Tel.: 251-1-517200
Fax: 251-1-514416
E-mail: lgueye@uneca.org

Mr. J. Louis Hamel
Scientific Affairs Officer, FSSDD
P.O.Box 3001
Addis Ababa, Ethiopia

Tel.: 251-1-517200
Fax: 251-1-514416
E-mail: jhamel@uneca.org

Mr. Kwadwo A. Tutu
Economic Affairs Officer, FSSDD
P.O.Box 3001
Addis Ababa, Ethiopia

Tel.: 251-1-517200
Fax: 251-1-514416
E-mail: ktutu@uneca.org

Mr. Awere-Gyekye Kwame
Environment and Development Officer, FSSDD
P.O.Box 3001
Addis Ababa, Ethiopia

Tel.: 251-1-517200
Fax: 251-1-514416
E-mail: awre-gyekye@uneca.org

Ms. Isatou Gaye
Environment Affairs Officer, FSSDD
P.O.Box 3001
Addis Ababa, Ethiopia

Tel.: 251-1-517200
Fax: 251-1-514416
E-mail: gaye.uneca@un.org

Ms. Joan Kagwanja
Economic Affairs Officer, FSSDD
P.O.Box 3001
Addis Ababa, Ethiopia

Tel.: 251-1-517200
Fax: 251-1-514416
E-mail: Jkagwanj@uneca.org

Mr. Fidèle Byiringiro
Associate Economic Affairs Officer, FSSDD
P.O.Box 3001
Addis Ababa, Ethiopia

Tel.: 251-1-517200
Fax: 251-1-514416
E-mail: fbyiringiro@uneca.org

Ms. Donatella Giubilaro
Associate Economic Affairs Officer, FSSDD
P.O.Box 3001
Addis Ababa, Ethiopia

Tel.: 251-1-517200
Fax: 251-1-514416
E-mail: dgiubilaro-demonio@uneca.org

Mr. Han Chol O
Associate Economic Affairs Officer, FSSDD
P.O.Box 3001
Addis Ababa, Ethiopia

Tel.: 251-1-517200
Fax: 251-1-514416
E-mail: chan@uneca.org

Mr. Hilary Nwokeabia
Economic Affairs Officer, FSSDD
P.O.Box 3001
Addis Ababa, Ethiopia

Tel.: 251-1-517200
Fax: 251-1-514416
E-mail: nwokeabia@uneca.org

1. The first part of the document is a letter from the President of the United States to the Congress.

2. The second part is a report from the Secretary of the Navy.

3. The third part is a report from the Secretary of the Treasury.

4. The fourth part is a report from the Secretary of the Interior.

5. The fifth part is a report from the Secretary of the War.

6. The sixth part is a report from the Secretary of the State.

7.

8.

9. The seventh part is a report from the Secretary of the Navy.

10. The eighth part is a report from the Secretary of the Treasury.

11. The ninth part is a report from the Secretary of the Interior.

12. The tenth part is a report from the Secretary of the War.

13. The eleventh part is a report from the Secretary of the State.

14. The twelfth part is a report from the Secretary of the Navy.

15. The thirteenth part is a report from the Secretary of the Treasury.